

CONVENTION DES MAÇONS:  
L'HEURE DES EXPLICATIONS

OLIVIER VOGELSANG

Le nouvel accord de la branche, conclu en décembre après d'âpres négociations, fait l'objet de séances d'informations auprès des ouvriers, sur les chantiers. Reportage sur un site du canton de Vaud. **PAGE 5**

## POINT DE MIRE

Préserver la SSR,  
un impératif civique

Rocco Zacheo

Le ciel ne cesse de s'assombrir dans le monde autrefois florissant des médias suisses, et de nouveaux nuages s'amoncellent encore à l'horizon, avec l'initiative «200 francs, ça suffit!». Dans un mois, le 8 mars prochain, le peuple sera appelé à se prononcer sur cette proposition défendue par l'UDC – qui n'a pas trouvé d'alliés dans l'hémicycle bernois – visant à amputer le prix de la redevance radio et télévision pour les ménages, tout en exonérant les entreprises de cette contribution. La panoplie des arguments déployés par le parti de la droite dure comprend l'idée que la SSR devrait mieux calibrer ses contenus, cibler autrement ses publics et œuvrer avec des moyens qu'il considère comme suffisants pour remplir la mission impartie par la Confédération. Avec l'opportunisme caractérisé des formations populistes, l'initiant soutient par ailleurs la nécessité de renforcer le pouvoir d'achat des citoyens, qui s'accroîtrait en cas de «oui». Raisonnablement qu'il n'applique pas sur d'autres thèmes, lorsqu'il s'agit, par exemple, de stopper le renchérissement des primes de l'assurance maladie.

Par ses thèses, l'UDC laisse donc entendre que cette grande entreprise qu'est la SSR serait réformable par un gros coup de ciseaux. Les faits et les chiffres disent plutôt que l'attaque contre le service public relève au mieux du sabotage et d'une mise en péril des nombreux prestataires nécessaires au fonctionnement de l'institution. En termes d'emplois, tout d'abord, une redevance à 200 francs engendrerait la suppression de 6000 postes, dont la moitié issue du périmètre d'une entreprise qui compte 13 500 salariés. Un scénario catastrophe, doublé d'une réduction par deux de son budget – il s'élève actuellement à 1,3 milliard de francs – qui rendrait impossible de répondre aux impératifs de la concession. Celle-ci impose à la SSR de consacrer au moins les 50% des revenus de la redevance à l'information, le reste étant destiné aux sports, aux divertissements et à la culture.

L'information, parlons-en, car là réside sans doute le point crucial qui doit pousser les votants vers un «non» sans appel. Dans ce domaine, l'histoire récente évoque, en particulier dans le domaine de la presse écrite, la disparition de titres historiques et la mise en œuvre de plans de licenciements au sein des rédactions ayant eu pour conséquence d'affaiblir drastiquement l'offre faite aux lecteurs. On rappelle souvent combien il est primordial de préserver la pluralité de la presse, de protéger sa force de

Des études  
aux Etats-Unis ont démontré que,  
dans les contextes locaux  
où l'information disparaît ou s'affaiblit,  
les impôts augmentent

frappe pour garantir la bonne santé d'une démocratie. Ces postulats n'ont rien d'abstrait. Des études, issues surtout des universités des Etats-Unis, où les médias font l'objet d'investigations approfondies, ont levé le voile sur des mécanismes saisissants. Celui-ci par exemple: dans les contextes locaux où l'information disparaît ou s'affaiblit, les impôts augmentent. Parce que l'administration des deniers publics n'est plus scrutée par des journalistes qui investiguent, et que les abus, la corruption, les dépenses injustifiées ne

sont plus révélés aux citoyens. Dans les cas étudiés, le pouvoir a eu alors recours à l'augmentation notable de l'imposition pour colmater les trous dans les caisses. Ces enquêtes ont montré également que le taux de participation aux votations est proportionnel au nombre d'organes d'information présents sur un territoire donné. Là où les déserts de l'info s'installent, le peuple se désintéresse ou, pire, s'informe à travers des canaux peu fiables. Ceux liés en particulier aux réseaux sociaux, où la polarisation des avis est extrême, où les fausses allégations et les thèses complotistes sont légion.

Il est dès lors primordial de préserver l'intégrité de la SSR et de rejeter une initiative délétère. Cela nous épargnera le scénario d'outre-Atlantique, où un Américain sur cinq vit dans une zone de sous-information. Avec les conséquences politiques que l'on sait... ■

## PROFIL



Lucie Schaeren,  
l'art de l'intégration.

**PAGE 2**

## SYNDICALISME

Les visées  
de l'USS pour 2026.

**PAGE 3**

## CHÔMAGE

Le bug qui gèle  
les indemnités.

**PAGE 4**

## PAUVRETÉ

Le triste succès des  
épiceries Caritas.

**PAGE 7**



# SUR UN FIL ENTRE ART ET INTÉGRATION

Sociologue et artiste, Lucie Schaeren a cofondé l'association Reliefs qui, depuis dix ans, favorise l'inclusion et la participation à la vie collective.

Aline Andrey

Le fil rouge de Lucie Schaeren a cette qualité de créer de nombreuses circonvolutions sans jamais faire de nœuds. Artiste, elle l'est au travers de sa peinture, mais aussi de ses relations. Tissant une vaste toile de liens, elle aime mêler arts, réflexions et rencontres. Avant de parler de l'association Reliefs qui mène des projets, depuis dix ans, un peu partout en Suisse romande, revenons sur le parcours de la Morgienne, attachée à sa liberté.

«Je n'ai jamais voulu faire de cours de dessin. L'école était bien suffisante», raconte Lucie Schaeren, qui a développé sa créativité de manière autodidacte. «Certaines personnes m'incitaient à m'inscrire aux beaux-arts, mais je n'avais pas envie d'en faire mon métier. Pendant longtemps, j'ai peint dans mon coin. C'était mon refuge.» Elle choisit les sciences sociales à l'Université de Genève, met de côté sa pratique artistique, avant que celle-ci ne se ravive lors d'une année d'études passée à Berlin. Professionnellement, la bilingue est engagée dans un projet national d'éducation à la citoyenneté intitulée «La jeunesse débat» et participe à un manuel scolaire *Mon carnet citoyen*. Dans l'ombre, elle dessine et peint.

## SUBJECTIVITÉ ASSUMÉE

Peu à peu, ses deux facettes d'elle-même se rapprochent à l'occasion d'un master sur les pratiques socialement engagées à l'école d'art de Sierre. Un de ses projets est consacré aux anciennes maisons d'ouvriers d'Alusuisse à Chippis. «Je les ai trouvées si belles que j'ai eu envie d'aller rencontrer leurs habitants. Je me souviens d'un vieux monsieur italien, ancien ouvrier, mais aussi du récit douloureux d'un homme yéniche enlevé à ses parents. En fait, j'ai bu beaucoup de cafés avec des gens très touchants et enregistré des textes dont j'ai assumé la subjectivité. Mon «je» très timide s'est affermi, et j'ai réalisé que mon rapport aux autres se modifiait, raconte Lucie Schaeren. C'est important de savoir où l'on est, de s'observer dans la relation. Cette articulation est très fine, entre

l'angoisse de tomber dans l'égotisme et celui de se perdre dans le collectif.»

L'idée de Reliefs prend forme en entendant les récits d'amies infirmières travaillant auprès de personnes requérantes d'asile. «Avec l'une d'elles, nous avons voulu offrir un espace de rencontres autre, au-delà des mesures étatiques; faire ensemble avec une diversité de personnes, sans étiquette. Sortir des catégories telles que migrants, vieux, jeunes, handicapés, etc.», explique Lucie Schaeren. Si une majorité des participants à Reliefs a un parcours migratoire, tous les intéressés sont les bienvenus.

Depuis dix ans, l'association a évolué. Souple, elle s'engage dans des projets en fonction des besoins amenés par les participants. «La plupart des personnes immigrées souhaitent rencontrer des gens d'ici. Et vice-versa. Je me souviens qu'un des participants – que j'avais également aidé à trouver un appartement et un apprentissage – ne savait pas comment me remercier. Alors que d'être en lien avec lui était si enrichissant que je me sentais moi-même redevable», explique celle qui confie étouffer un peu si elle ne fréquente que des gens qui lui ressemblent.

Dans le cadre du projet participatif «Territoires partagés», en plus des ateliers de création qui constituent le cœur du programme, des ateliers musicaux sont proposés chaque mois par son compagnon, un musicien grec vivant en Autriche. De quoi voyager pour la nomade dans l'âme. La longue fresque de portraits de 40 mètres de long réalisée avec les participants témoigne de l'importance d'avoir des repères. «C'est un symbole de ce que beaucoup disent de l'association. A savoir que Reliefs, c'est appartenir à un collectif, c'est une sorte de port d'attache...» se réjouit Lucie Schaeren.

## PROJETS HYBRIDES

«L'art n'est pas une finalité, mais un moyen qui permet le lien et une expérience sensorielle face au monde, face à la société. Nous privilégions le beau qui crée un effet. Lors de la création de la fresque, beaucoup nous disaient qu'ils ne savaient pas dessiner.

En voyant le résultat, ils ont été éblouis et cela a invalidé leur idée de départ», ajoute l'artiste. L'association est encore discrète, conséquence de sa taille surtout: trois salariées se partagent un 85% de temps de travail. Elle privilégie donc la qualité à la quantité. «Les demandes de fonds ne sont pas simples, car nos projets sont hybrides entre culture, santé, intégration et recherche», explique Lucie Schaeren.

Reste que Reliefs répond à de nombreux mandats de formation et d'accompagnement pour le service public, sur les thèmes de la participation et de l'inclusivité.

L'un de ses projets, «Voi-es-x de résistance», a fait le tour de la Suisse

romande, notamment dans les bibliothèques de Delémont, Monthey, La Chaux-de-Fonds. Ces points de vue de personnes requérantes d'asile qui nettoient les bus lausannois seront bientôt dans les rues de Prilly, Epalinges et Chavannes. Leurs paroles sont accompagnées des réflexions, sous forme poétique, de la sociologue. Ce qui l'a particulièrement frappée? «Toutes et tous parlent du flou de l'attribution des permis et de l'inégalité de traitement. Cela les rend fous. Cette violence d'Etat, structurelle, atteint leur santé mentale, car ils se disent que le problème, c'est eux-mêmes.» Lucie Schaeren ne se départit pas de son optimisme malgré tout. «J'ai confiance

en la vie, mais aussi un joli fond d'angoisse. En fait, je cultive une forme de pragmatisme. A savoir qu'on n'a rien d'autre à faire que d'agir pour nos valeurs. C'est trop facile de se laisser décomposer par le monde actuel. Le «à quoi bon» n'est pas tenable. Il y a dix ans, je me disais que Reliefs n'allait pas sauver le monde. Mais aujourd'hui, j'ai l'impression que ce que nous proposons à notre toute petite échelle est ce dont on a besoin pour avancer. Soit des moments de convivialité, de rencontres et de beauté.» ■

associationreliefs.ch  
lucieschaeren.ch



OLIVIER VOGELSANG

Lucie Schaeren a développé sa créativité de manière autodidacte: «Certaines personnes m'incitaient à m'inscrire aux beaux-arts, mais je n'avais pas envie d'en faire mon métier. Pendant longtemps, j'ai peint dans mon coin. C'était mon refuge.»

## LES TRAITS TIRÉS

Vincent

## DES AGENTS DE L'ICE AUX JO D'HIVER DE MILAN CORTINA





# LE TRAVAIL NUIT TOUJOURS PLUS À LA SANTÉ

**ÉCONOMIE** L'Union syndicale suisse a présenté ses objectifs pour 2026, alors que la santé au travail se détériore toujours plus et que le pouvoir d'achat des travailleurs est mis sous pression.

Manon Todesco

«Le travail, c'est la santé», disait l'autre. Eh bien, finalement, il semblerait qu'il rend trop souvent malade. C'est ce qu'a révélé l'Union syndicale suisse (USS) lors de sa conférence de presse annuelle, à Berne le 3 février. En effet, les absences pour maladie ont fortement augmenté et représentent aujourd'hui environ 80 millions d'heures de travail de plus qu'avant la pandémie, soit une hausse d'un tiers. Les absences de longue durée, aussi en hausse, sont particulièrement préoccupantes selon les syndicats. «Plus une incapacité de travail dure longtemps, plus le risque de licenciement, d'invalidité et de séquelles durables pour la santé est élevé», souligne l'USS dans son communiqué de presse, qui ajoute que, pour la première fois depuis vingt ans, la probabilité de devenir invalide a de nouveau augmenté.

## LE COÛT DE L'ARRÊT

L'une des explications est l'intensification de la pression au travail. Dans la vente, la construction, le transport, la santé, le social ou de nombreux services, les travailleuses et les travailleurs rapportent des conditions de travail éprouvantes qui causent fréquemment des douleurs dorsales et des troubles psychiques. «Beaucoup continuent de travailler malgré leurs problèmes

de santé, soulève la faïtière syndicale. Cela aggrave les maladies et engendre des coûts économiques élevés.» C'est aussi un coup dur financier pour le salarié qui est en général indemnisé à 80% de son salaire pendant son arrêt maladie, sans compter les jours de carence. «Au lieu de résoudre les problèmes structurels, de nombreux employeurs misent sur des mesures alibis comme des cours de gestion du stress», dénonce l'USS.

La donne doit changer, exigent les syndicats. «Il faut du personnel en nombre suffisant, des horaires de travail et de repos fiables, ainsi qu'une application conséquente de la législation du travail pour protéger la santé des travailleurs et des travailleuses. Désormais, la Confédération et les cantons doivent passer à l'offensive et les employeurs doivent être contrôlés au moins tous les deux ans, et pas tous les vingt ans comme aujourd'hui.» Le changement de cap passe également par un refus catégorique de toute nouvelle attaque contre les dispositifs existants. «Une extension du travail dominical et une flexibilisation supplémentaire des horaires de travail ne sont pas envisageables», prévient Gabriela Medici, cosecrétaire syndicale de l'USS.

## POUVOIR D'ACHAT EN BERNE

Malgré une bonne conjoncture économique, les salaires réels stagnent alors que les primes d'assurance maladie



«Les personnes aux revenus bas et moyens perdent du pouvoir d'achat, tandis que les revenus les plus élevés captent toujours plus de la richesse nationale», dénonce Pierre-Yves Maillard, le président de l'USS.

et les loyers ont, eux, fortement augmenté, mettant le pouvoir d'achat des actifs sous pression. «Pour un couple avec un revenu moyen, cela représente environ 6000 francs de moins par an», illustre Daniel Lampart, économiste en chef de l'USS. L'argent manque au quotidien, la consommation privée recule et l'ensemble de l'économie ralentit. Tout le monde n'est pas logé à la même enseigne, dénonce Pierre-Yves Maillard, son président: «Les personnes aux revenus bas et moyens perdent du pouvoir d'achat, tandis que les revenus les plus élevés captent toujours plus de la richesse nationale.» Les impôts sur les bénéfices et les cotisations sociales ont été réduits, et plusieurs cantons prévoient de nouvelles baisses d'impôts. «Cela aggrave les inégalités sociales et ne résout

aucun problème réel de la population.» Dans ce contexte, l'USS exige des augmentations de salaires substantielles, en particulier pour les bas et moyens salaires. De même, toute personne ayant fait un apprentissage doit gagner au moins 5000 francs par mois. Les syndicats réclament davantage de moyens publics pour les subventions aux primes, le logement abordable, les soins et l'accueil de jour des enfants. «Une politique salariale et de répartition plus sociale n'est pas seulement une question de justice, mais aussi une nécessité économique.» L'organisation attend enfin le sort réservé au projet d'accord du Conseil fédéral avec l'Union européenne, tout comme aux attaques «incessantes» du Parlement contre la Loi sur le travail. Si l'USS préfère la négociation et

la concertation censées caractériser le partenariat social, elle se dit prête à combattre avec détermination. «Nous avons montré notre capacité à lancer et à gagner des référendums et des initiatives», conclut Pierre-Yves Maillard. Nous sommes prêts à utiliser ces outils de la démocratie directe, sur tous les sujets où les intérêts du monde du travail et le service public seront menacés. Nos fédérations ont aussi montré qu'elles savent mener des luttes, y compris des grèves. ■

Plus d'infos sur: [uss.ch/actualite](https://uss.ch/actualite)



Notre vidéo:  
[evenement.ch/videos](https://evenement.ch/videos)

# Les répercussions néfastes d'une redevance à 200 francs

**AUDIOVISUEL** La SSR est menacée dans sa mission par l'initiative UDC soumise au peuple le 8 mars. La Suisse risque de voir altérer les équilibres de sa démocratie.

Rocco Zacheo

Une ombre plane depuis plusieurs mois sur le monde de l'audiovisuel suisse. Elle risque d'atteindre les capacités du secteur et les équilibres du pays si l'initiative proposée par l'UDC («200 francs, ça suffit!»), visant à réduire à 200 francs par année le prix de la redevance radio et télévision des ménages, devait passer la rampe lors du vote populaire du 8 mars prochain. Les répercussions de cette contribution revue à la baisse seraient

importantes pour l'entreprise et pour tout un environnement de prestataires externes déjà sous pression. Car, faut-il le rappeler, par-delà l'enjeu dont il sera question dans les urnes dans un mois, le personnel de la SSR est déjà pris à la gorge par un plan de restructuration annoncé en deux temps, en juin et en novembre 2025. L'ancienne régie fédérale affirmait alors la nécessité d'économiser, d'ici à 2029, 270 millions de francs (17% de ses ressources), en comptant sur un redimensionnement drastique de la masse salariale. Ainsi,

900 postes équivalent plein-temps seront appelés à disparaître dans les prochaines années.

## 6000 EMPLOIS À LA TRAPPE

Motivé par la chute des revenus publicitaires et par l'ajustement de la redevance à 300 francs – contre-mesure du Conseil fédéral défendue par... l'UDC Albert Rösti –, le plan actuel met d'ores et déjà à dure épreuve les centres de production, qui doivent répondre au mandat fixé par la Confédération tout en disposant de moyens réduits. Alors, un ultérieur rabotage à 200 francs, avec une exemption de redevance pour les entreprises, est perçu par les employés comme un véritable séisme. Pour saisir l'importance du dossier, il faut tout d'abord se tourner vers les chiffres liés à l'emploi. Actuellement, la SSR compte 13 500 salariés, correspondant à 10 500 postes équivalent plein-temps. «L'adoption de l'initiative signifierait la suppression de 6000 postes», note Valérie Perrin, secrétaire syndicale au sein du Syndicat suisse des médias (SSM). La moitié d'entre eux serait issue du périmètre de l'entreprise, l'autre moitié toucherait les acteurs externes de la branche de l'audiovisuel. Ce chiffre global ne tient pas compte des licenciements prononcés dans d'autres secteurs, qui se consacrent par exemple à l'entretien des bâtiments, à la logistique, au nettoyage.» Il y a encore d'autres chiffres pour donner la mesure de la restructuration qui

menace la SSR. Celle-ci dispose actuellement d'un budget global de 1,3 milliard de francs par an. La nouvelle redevance pousserait inévitablement à diviser ce chiffre par deux. «Avec ce montant, il serait tout simplement impossible de répondre de manière adéquate à la concession, qui impose à la SSR de consacrer au moins 50% des revenus de la redevance à l'information, le restant étant réservé au sport, aux divertissements et à la culture», souligne Valérie Perrin. Un scénario très vraisemblable et dangereux se dessinerait alors, qui obligerait à centraliser une partie conséquente des productions sur un seul site, à Zurich. Il faut alors se rendre compte que la RTS, telle que nous la connaissons aujourd'hui, ne pourra tout simplement plus exister.» Selon de nombreux observateurs, cela porterait atteinte au multiculturalisme qui caractérise depuis toujours le pays. Un trait distinctif signifié notamment par la présence solide et un tant soit peu autonome, sur le spectre audiovisuel, de toutes les minorités linguistiques.

## DROIT À L'INFORMATION ATTAQUÉ

Cet état de fait, qui n'a rien d'une fiction, s'inscrirait dans un paysage médiatique affaibli par la crise que traverse depuis deux décennies la presse écrite. Domaine dans lequel on ne compte plus les restructurations massives (Ringier et TX Group demeurent des champions en la matière) et la

constante déperdition de la qualité des contenus rédactionnels. Alors, pour le Syndicat suisse des médias, une SSR à qui on aurait amputé une part conséquente de ses moyens viendrait miner un peu plus la possibilité pour les citoyens de s'informer, de se faire une opinion en se basant sur des sources sûres et sur un travail journalistique sérieux. Ce droit est d'autant plus crucial que la Suisse, avec son régime de démocratie directe, appelle le peuple à se prononcer par le vote plus qu'aucun autre pays occidental.

C'est enfin tout un biotope qui s'inquiète et craint de traverser une crise existentielle si la proposition de l'UDC était acceptée. Celui qui collabore activement avec la SSR dans la production de 80 documentaires par année, de 35 longs métrages et de six à sept séries. Ce pan de la mission de la SSR jouit aujourd'hui d'une enveloppe annuelle de 34 millions de francs, budget fixé par le Pacte de l'audiovisuel. Selon le SSM, la survie de ce vaste programme ne serait plus assurée au lendemain d'un éventuel vote favorable à l'initiative. Des dizaines de partenaires – de nombreuses boîtes de production, notamment – passeraient alors à la trappe. Et avec eux, un pan de la culture du pays serait effacé de la carte. Un dangereux gâchis si on pense que la culture est le ciment de la société. ■



La SSR compte 13 500 salariés, correspondant à 10 500 postes équivalent plein-temps. Environ 3000 postes seraient biffés si l'initiative devait être acceptée par le peuple.

OLIVIER VOGELSANG



# LE GRAND COUAC DU SECO SECOUE LA CAISSE DE CHÔMAGE D'UNIA

**PRESTATIONS** Alors que l'introduction d'un nouveau logiciel provoque une gabegie à l'échelle nationale, le syndicat a lui aussi été touché. Mais il a trouvé quelques parades.

Rocco Zacheo

Ces dernières semaines, il ne fait pas bon d'être un chômeur en Suisse. L'introduction par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) d'un nouveau système informatique (Sipac 2.0) destiné au traitement des dossiers des demandeurs d'emploi, a provoqué en ce début d'année de graves dysfonctionnements informatiques à l'échelle nationale. Ces secousses sont encore loin d'être entièrement absorbées. Ainsi, des milliers de chômeuses et de chômeurs se plaignent de n'avoir pas perçu leurs indemnités pour les mois de décembre et de janvier. Et si on s'en tient aux témoignages relayés par les médias, nombreux sont ceux qui n'ont pas été en mesure de payer les factures habituelles comme le loyer ou l'assurance maladie. Les frais de rappel se cumulent ainsi pour ces personnes sans que les autorités fédérales, fautive sur ce dossier, s'engagent dans la prise en charge des coûts supplémentaires. Dans leurs communications, les représentants du SECO affirment qu'à l'interne, tout est fait pour trouver des solutions rapides aux problèmes. Ces derniers seraient dus à la complexité de l'environnement informatique et à la présence de plusieurs interfaces s'accordant plutôt avec d'autres systèmes d'exploitation.

## SOUPLESSE DEMANDÉE AUX CRÉANCIERS

Le chaos actuel touche tout particulièrement les caisses cantonales. Le cas genevois, notamment, a fait beaucoup de bruit, avec un nombre conséquent de chômeurs mis en difficulté par les pannes. Tant et si bien que la cheffe du Département de l'économie, de l'énergie et de l'emploi, Delphine Bachmann, a tiré de manière énergique la sonnette d'alarme, tout en demandant

aux créanciers de faire preuve de souplesse auprès des chômeurs en retard avec leurs paiements. Mais qu'en est-il d'Unia, dont la caisse de chômage est la plus importante du pays en dehors des prestataires cantonaux? Le syndicat n'a pas échappé aux secousses et a connu lui aussi des retards dans le traitement des dossiers, mais il a trouvé quelques parades qui en ont diminué l'impact. A ce jour, Unia dit avoir versé près de 90 millions de francs d'indemnités depuis le 6 janvier. Cela a touché 28 000 personnes, ce qui représente 96% des paiements habituels effectués sur la même période. Cette évaluation, établie par le SECO, est estimée à 92% pour toutes les caisses nationales.

## NOUVEAUX VENUS, MAL LOTIS

Directeur de la caisse de chômage chez Unia et membre du comité directeur, Timur Öztürk considère que le logiciel au cœur des polémiques garde malgré tout des avantages certains: «Il est bien évidemment différent et, en principe, meilleur que l'ancien. De notre côté, nous n'avons pas rencontré de réels problèmes dans son utilisation, bien qu'il y ait encore des aspects à corriger, ce qui est normal lorsqu'on introduit un nouveau système aussi complexe. Sipac 2.0 offre des automatismes qui vont beaucoup aider les collaborateurs. Les problèmes actuels sont plutôt liés à la performance de la gestion des entrées, à tout ce qui touche aux documents que l'assureur scanne ou transmet d'une autre façon sur la plateforme Job-Room. Celle-ci, qui permet de télécharger toute sorte de documents et de remplir des formulaires électroniquement, a été bloquée pendant plusieurs jours à la fin du mois de janvier. Or, cet outil est très important dans la fluidité des processus entre les assurés et les caisses de chômage.»



ARCHIVES/NEIL LABRADOR

A ce jour, Unia dit avoir versé près de 90 millions de francs d'indemnités depuis le 6 janvier. Cela a touché 28 000 personnes, ce qui représente 96% des paiements habituels effectués sur la même période.

De ce fait, Unia s'est engagé à avancer les montants dus aux chômeurs dans les cas où ceux-ci seraient pénalisés par les défaillances du logiciel. Mais le directeur assure que, depuis l'introduction du nouveau système, les indemnités ordinaires ont été versées en très large partie et les avances effectuées ont été très minimes. «Le problème ne se situe pas là, mais plutôt auprès des nouvelles inscriptions au chômage. Pour les assurés qui sont arrivés en décembre ou en janvier et, pour certains cas, en novembre, il y a eu des retards importants. La raison est simple: étant confrontés aux problèmes provoqués par le logiciel, toutes les caisses se sont concentrées sur les paiements déjà existants et elles ont pris du retard sur les nouveaux arrivés. Donc, les assurés qui n'ont pas reçu d'argent sont en réalité issus de cette catégorie.»

La réforme voulue par le SECO a fait l'objet d'un long processus d'élaboration, qui a duré une dizaine d'années. En 2023, elle a été introduite dans le secteur des RHT, mais également dans le cadre des réductions du temps de travail provoquées par des intempéries. Une année plus tard, elle a été étendue dans le domaine de l'insolvabilité. Lors de ces premiers pas, le système avait déjà montré des failles préoccupantes et de premières alertes avaient été alors lancées. De son côté, Unia a pris les devants en tenant compte du changement radical des processus qu'imposait le nouveau logiciel. «Nous avons engagé du personnel, nous l'avons formé et préparé au changement, note Timur Öztürk. De nombreux collègues ont intégré par ailleurs le projet du SECO et cela nous a donné un savoir-faire qui s'est révélé crucial. D'autres

collaborateurs, encore plus nombreux, ont travaillé plusieurs samedis de suite et vont continuer à le faire en février pour gérer au mieux cette période de basculement. Mais il est aussi évident que, face à une panne comme celle que nous connaissons actuellement, on ne peut pas grand-chose, toutes les précautions et les mesures prises tombent à l'eau.»

Le directeur, qui évolue à la caisse d'Unia depuis plus de trente ans, se veut néanmoins optimiste. Depuis quelques jours, le système a trouvé une certaine stabilité partout en Suisse. Les équipes soufflent un peu et les chômeurs aussi. «Il faut vraiment espérer que cela tienne», conclut Timur Öztürk. ■

# Smood, c'est (presque) fin

**TERTIAIRE** Fondé en 2012, le service de livraison de repas, dont le capital est détenu à 100% par Migros, est en passe de cesser ses activités. Unia réclame au géant orange et à Smood d'assumer leurs responsabilités.

Rocco Zacheo

C'est une secousse majeure dans le domaine du service de livraison de repas. Smood, acteur important du secteur,

fondé en 2012 et basé à Plan-les-Ouates (Genève), est en passe de mettre la clé sous le paillason. Dans un communiqué divulgué le 20 janvier, le conseil d'administration de l'entreprise annonce «l'ouverture d'une phase de

consultation avec son personnel et de négociation d'un plan social, en vue de la possible cessation de ses activités». Cette mesure radicale est motivée par un ensemble de facteurs, le premier se rattachant aux résultats financiers jugés «en deçà des objectifs fixés, sans perspective de retour à la rentabilité». La direction évoque également l'étroitesse du marché et la concurrence qu'exercent les acteurs internationaux. Implanté dans 25 villes suisses, Smood compte aujourd'hui 427 collaborateurs, dont une très grande partie se consacre à la livraison. Dans le cas, très probable, d'un arrêt des prestations, ces emplois seraient biffés.

## VIOLATION DE LA LOI ET DE LA CCNT

Face à cet état de fait, Unia dénonce la destruction progressive du secteur par l'entremise d'Uber Eats. Celui-ci étant depuis longtemps en violation flagrante de la loi et de la Convention collective nationale de travail (CCNT) de l'hôtellerie-restauration. Le Tribunal fédéral s'était prononcé par ailleurs en 2022 avec un arrêté décrétant que

les chauffeurs d'Uber et d'Uber Eats devaient être considérés comme des salariés. L'application de cet arrêté demeure lacunaire et génère une concurrence déloyale. Dans un communiqué daté lui aussi du 20 janvier, le syndicat en appelle au rôle que doit jouer le géant du commerce de détail qui détient le capital de Smood à hauteur de 100%. «En tant que plus grand employeur de Suisse, Migros doit assumer ses responsabilités et trouver une solution pour éviter que les coursiers et les coursiers ne se retrouvent à la rue.»

Des solutions alternatives aux licenciements doivent ainsi être cherchées et, à défaut, Unia demande qu'un plan social «exemplaire» soit négocié. Il est rappelé, enfin, qu'il faudra également «veiller à ce que les livreuses et les livreurs puissent faire valoir leurs dus et obtenir ce qui leur revient de droit». Pour Véronique Polito, vice-présidente d'Unia et responsable du secteur tertiaire, les prémisses dans le règlement de ce dossier ne sont pas bonnes: «Le plan social soumis aux employés de

Smood est bien plus mauvais que les standards pratiqués par Migros. En outre, la phase de concertation prévoit un délai trop court, fixé au 9 février.»

Comme pour Uber Eats, le cas de Smood demeure lui aussi problématique si on se réfère au respect des conditions de travail fixées par la CCNT. Des procédures sont toujours en cours à ce sujet. Véronique Polito rappelle qu'en avril dernier, «les partenaires sociaux ont gagné en première instance au Tribunal des prud'hommes de Genève. Selon ce jugement, les employés devaient être soumis à la Convention collective de travail de l'hôtellerie-restauration, ce qui implique notamment de payer toutes les heures mises à la disposition de l'employeur, y compris le temps d'attente. Le jugement en deuxième instance est attendu dans les semaines qui viennent.» Unia conclut son communiqué en restant ferme sur un point: «Menacer de fermer l'entreprise ne doit pas servir à balayer ces revendications sous le tapis.» ■



Unia demande des mesures alternatives aux licenciements.

OLIVIER VOGELSANG



# APRÈS LA LUTTE, EXPLICATION DE TEXTE POUR LES MAÇONS

Unia fait la tournée des chantiers pour présenter aux travailleurs les mécanismes de la nouvelle Convention nationale signée entre les syndicats et le patronat. Reportage.

Textes Antoine Grosjean  
Photos Olivier Vogelsang

Maintenant que la nouvelle Convention nationale (CN) des maçons est signée, il ne reste plus qu'à leur en faire connaître les mécanismes. Une tâche à laquelle se sont attelés les secrétaires syndicaux d'Unia, dès l'approbation de l'accord entre partenaires sociaux par la conférence de branche. Sans perdre de temps, ils ont pris leur bâton de pèlerin pour aller sur les chantiers expliquer le résultat de ces longs mois de négociations et de conflit social, marqués par des grèves rassemblant au total plus de 15 000 travailleurs dans tout le pays. L'Événement syndical a suivi l'un d'eux, Jean-Michel Bruyat d'Unia Vaud, lors de sa visite sur un important chantier de génie civil de la périphérie lausannoise. Il profite de la pause de midi pour venir résumer les acquis de la nouvelle CN (lire ci-dessous) à une équipe d'ouvriers très à l'écoute. En commençant par décrypter l'indemnité de chantier, qui compense les trente premières minutes du temps de déplacement, qui ne sont pas payées. «L'avantage, commente le syndicaliste, c'est que cette indemnité s'applique à tous, même à ceux qui ne font pas de déplacements. Et ce sera aussi un progrès pour les temporaires. A terme, ça représentera plus de 190 francs nets supplémentaires sur un salaire mensuel moyen.»

## UNE NOUVELLE ÈRE

Un supplément bienvenu. «Vous avez bien négocié ça!» félicite un ouvrier. «C'est grâce à vous, réplique Jean-Michel Bruyat. Quand vous avez fait la grève pendant deux jours, les patrons étaient tout pâles! Au final, aucune de leurs revendications, qui visaient à démanteler la CN, n'est passée. C'est rare. Il faut que vous compreniez qu'on entre dans une nouvelle ère. Il y a une telle pénurie de personnel qualifié sur les chantiers que les employeurs sont pris à la gorge.» Autres progrès: le temps de déplacement

est désormais compté dès la première minute avec les heures travaillées, pour déterminer le passage en heures supplémentaires majorées. Car, au-delà de 50 heures par semaine, celles-ci sont dorénavant payées avec un supplément de 25%. «La marge de manœuvre pour que votre employeur cumule vos heures supplémentaires afin de ne pas vous payer quand un chantier est à l'arrêt va se réduire, se réjouit le syndicaliste. Et il va y réfléchir à deux fois avant d'envoyer des équipes faire des déplacements qui auraient pu être évités avec une meilleure planification.» Un point suscite toutefois des inquiétudes chez un autre travailleur, c'est la nouvelle disposition qui permet aux salariés de décider eux-mêmes ce qu'ils veulent faire de la moitié de leurs heures supplémentaires. «Si je les garde pour avoir plus de vacances, j'ai peur qu'on m'oblige à les prendre pendant les périodes où il y a moins de travail, ou quand des intempéries bloquent le chantier.» Une crainte que le secrétaire syndical dissipe tout de suite: «Si tu décides de mettre ces heures dans le pot pour des vacances supplémentaires, le patron n'a pas le droit d'y toucher et elles ne sont pas perdues à la fin de l'année. C'est sécurisé à long terme. Quand il n'y a pas de travail, c'est à lui de se débrouiller pour en trouver.»

## CONNAÎTRE SES DROITS

Et le secrétaire syndical d'inciter les travailleurs à venir trouver le syndicat si un employeur ne respecte pas ses obligations. «C'est aussi votre responsabilité de faire respecter la CN. Si vous ne nous signalez pas les problèmes, Unia ne peut pas intervenir.» L'ouvrier acquiesce: «Il faut bien connaître nos droits, car ce ne sont pas les patrons qui vont nous en parler. Par exemple, on ne m'avait pas dit qu'on a un jour de congé offert quand on se marie.» Jean-Michel Bruyat esquisse ensuite une explication sur l'indexation des salaires jusqu'à 2% par an, en fonction



Dès l'approbation par les délégués de branche de l'accord entre partenaires sociaux, les secrétaires syndicaux de toutes les sections d'Unia se sont mis à visiter les chantiers pour expliquer aux travailleurs le résultat de leur lutte.

de l'inflation. «C'est assez complexe», concède-t-il. D'ailleurs, le temps manque pour entrer dans les détails techniques. Des assemblées générales sont organisées pour y remédier. Elles se tiendront dans tout le canton de Vaud en mars, et en France voisine en avril (lire ci-dessous). «Les frontaliers ont fait un gros effort pour participer à cette lutte, donc nous avons décidé de nous déplacer pour eux. Venez nombreux aux assemblées! Nous avons besoin de vous pour consolider cette CN. Comme elle est signée pour six ans, ça nous permettra de nous concentrer

sur sa mise en application et pour faire des contrôles. D'habitude, on est sans cesse en train de se battre pour son renouvellement.»

## «ON VA CONTINUER DE SE BATTRE»

Avant de reprendre le travail, un ouvrier confie laconiquement: «Ce qu'on a obtenu, c'est mieux que rien. On a fait le maximum et on a au moins droit à la compensation de l'inflation. Mais on va continuer de se battre pour que le quart d'heure de pause du matin soit entièrement payé.» Certains avouent ne pas encore très

bien comprendre le nouveau système sur les heures supplémentaires ou sur les temps de déplacement. «C'est normal, ça viendra», les rassure le secrétaire syndical au moment de les quitter. Le week-end arrive, il reprendra sa tournée des chantiers la semaine suivante, à raison d'au moins trois visites hebdomadaires. ■



Notre vidéo:  
evenement.ch/videos

## ASSEMBLÉES LOCALES

Dans le canton de Vaud, des assemblées sont organisées dans toutes les régions.

Elles auront lieu le 13 mars, à 19h, à Vevey et à Yverdon.

Le 20 mars, à 19h, à Echallens, Moudon et Nyon.

Le 27 mars, à 19h, à Lausanne et à Payerne.

En France voisine, les assemblées se tiendront le 24 avril, à 19h, à Pontarlier, Thonon et Morez, dans des lieux qui restent à définir.

Inscriptions aux assemblées vaudoises et frontalières via le code QR ci-contre.

Les autres cantons organisent aussi des assemblées. Pour connaître les dates et les lieux, veuillez contacter votre section. A Genève, elle a déjà eu lieu. ■



## LES PRINCIPALES AMÉLIORATIONS

### Indemnité de chantier pour tous

- 4 CHF par jour en 2026.
- 6,50 CHF par jour en 2027.
- 9 CHF par jour en 2028.

### Temps de déplacement payé

Trente minutes sont défrayées par l'indemnité de chantier dès 2026. Ce temps sera de 25 minutes en 2029 et 20 minutes dès 2030. Le temps de déplacement est compté comme heure de travail dès la première minute.

### Supplément salarial au-delà de 50 heures par semaine

Au-delà de 50 heures de travail par semaine, temps de déplacement compris, les heures sont payées avec un supplément de 25%.

### Le choix pour les heures supplémentaires

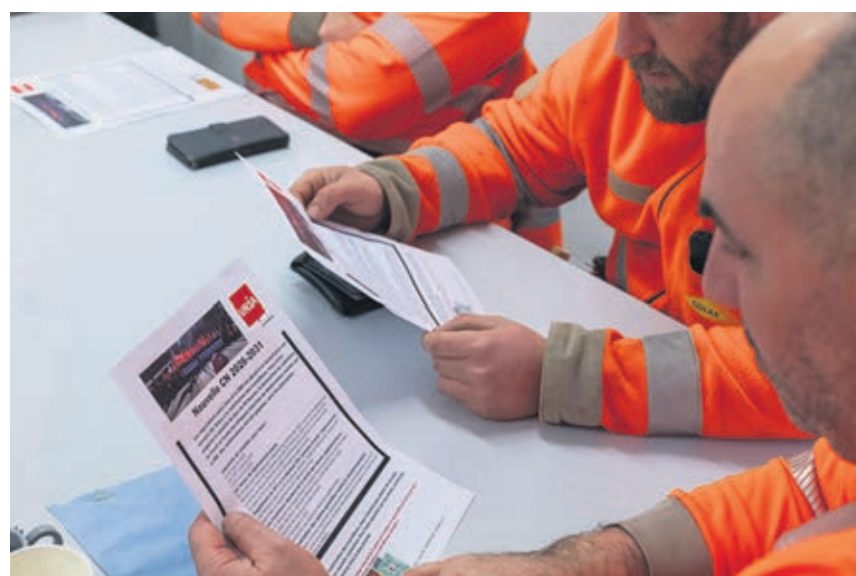
A la fin de l'année, chaque travailleur décide lui-même de l'utilisation de la moitié des heures supplémentaires effectuées. Il peut les reporter sur l'année suivante, se les faire payer avec un supplément de 25% ou les transformer en bonus de vacances.

### Compensation du renchérissement

Les salaires minimums augmentent automatiquement jusqu'à 2% chaque année, sur la base d'un mécanisme qui tient compte de l'inflation. ■



Jean-Michel Bruyat, secrétaire syndical du gros oeuvre à Unia Vaud, profite de la pause de midi pour présenter les améliorations de la Convention nationale de la construction à une équipe d'ouvriers active sur un important chantier de génie civil de la périphérie lausannoise.





# UNIA

## L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

L'Événement syndical est le plus grand média dans son domaine en Suisse romande. Nous donnons une voix et un visage aux salarié-e-s, nous dénonçons les entreprises sans scrupules, nous critiquons les réformes injustes. Notre bimensuel est diffusé à 45 000 exemplaires auprès de nos membres, mais il est également accessible à un plus large public par le biais de notre site web et à travers des réseaux sociaux que nous avons à cœur de développer. L'Événement syndical est le média romand du syndicat Unia.

Nous cherchons pour le 1<sup>er</sup> mai 2026 ou pour une date à convenir une/un

### Journaliste multimédias (80-100%)

**Vous disposez** d'une bonne expérience professionnelle en tant que journaliste dans le domaine de la presse écrite, tant sur le support papier que dans le domaine digital. La convergence des médias représente pour vous un enjeu crucial et un défi à relever avec passion. Vous bénéficiez d'une connaissance approfondie du monde économique et politique romand et suisse et vous êtes sensible aux enjeux sociaux. Vous êtes une personnalité dynamique, dotée d'un grand esprit d'initiative. Vous êtes également engagé-e et vous savez faire face aux situations imprévues. Vous êtes loyal-e et vous vous identifiez aux valeurs d'Unia.

**Nous attendons** de vous une grande aisance rédactionnelle, vous êtes capable de rendre accessibles des thèmes complexes, vous avez le flair pour les bonnes histoires et savez susciter l'envie de lire. Vous êtes polyvalent-e et à l'aise avec la communication multimédia. Vous savez adapter votre écriture au support qui héberge vos articles. Vous disposez par ailleurs des connaissances d'allemand nécessaires vous permettant de collaborer avec vos collègues allemands.

**Nous proposons** une activité passionnante au sein d'une équipe engagée. Unia garantit des conditions de travail modernes et de bonnes prestations sociales. Le lieu de travail est à Lausanne.

**Le poste vous intéresse?** Merci d'envoyer votre dossier de candidature complet, avec la mention «Journaliste de L'Événement syndical» à [bewerbung.be@unia.ch](mailto:bewerbung.be@unia.ch) jusqu'au **20 février 2026**.

Pour tout complément d'information, Silvia Locatelli, membre du comité directeur, se tient à votre disposition au numéro de téléphone +41 78 749 35 50.

Association 25 Avril de Genève  
Associação 25 de Abril em Genebra

**CONVERSATION AVEC MIGUEL CARVALHO**

**AUTOUR DE SON LIVRE**  
"Por dentro do Chega: A face oculta da extrema-direita em Portugal"

**Samedi 7 février 2026 • 17h**  
Café-librairie Les Recyclables • Rue de Carouge 53, Genève

**Dimanche 8 février 2026 • 10h15**  
Syndicat Unia • Av. Leopold-Robert 67, La Chaux-de-Fonds

Événement en portugais • Entrée libre

[www.a25a.ch](http://www.a25a.ch)

**L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL**  
Place de la Riponne 4  
1005 Lausanne  
Tél. +41 21 321 14 60  
[redaction@evenement.ch](mailto:redaction@evenement.ch)  
[www.evenement.ch](http://www.evenement.ch)

**ÉDITEUR** L'Événement syndical  
Syndicat Unia

**PRÉSIDENTE** Silvia Locatelli

**RÉDACTEUR EN CHEF**  
Rocco Zacheo

**RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE**  
Sonya Mermoud

**ADMINISTRATRICE** Barbara Buffa

**JOURNALISTES** Rocco Zacheo,  
Sonya Mermoud, Aline Andrey,  
Manon Todesco, Antoine Grosjean

**COLLABORATEURS RÉGULIERS**  
Evelyne Brun, Vincent Di Silvestro,  
Christophe Gallaz, Ambroise Héritier,  
David Prêtre, Jean-Claude Rennwald

**PHOTOGRAPHES**  
Thierry Porchet,  
Olivier Vogelsang

**RÉDACTRICE MÉDIAS EN LIGNE**  
Virginie Zimmerli

**ABONNEMENTS** 19 éditions par an  
Abonnement annuel Fr. 60.-  
Abonnement de soutien Fr. 100.-  
[administration@evenement.ch](mailto:administration@evenement.ch)

**PUBLICITÉ** [pub@evenement.ch](mailto:pub@evenement.ch)

**CONCEPTION & MISE EN PAGES**  
Atoll "îlots graphiques"  
Catherine Gavin

**IMPRESSION**  
Pressor SA, Delémont  
Tirage contrôlé 44 890 exemplaires



**MEDECINS SANS FRONTIERES**  
ÄRZTE OHNE GRENZEN

**ENSEMBLE, APPORTONS  
UNE AIDE VITALE**



[WWW.MSF.CH](http://WWW.MSF.CH) | IBAN: CH85 0900 0000 1200 0100 2

# Investir pour le climat.

# Aujourd'hui comme hier.

# UNIA

Tunnel du Gothard  
Début de la construction : 1872

# OUI

à l'initiative pour  
un fonds climat

8 mars 2026





# LA PAUVRETÉ GAGNE DU TERRAIN EN SUISSE

**SOCIAL** Les épiceries de l'œuvre d'entraide Caritas, sortes de baromètres de la précarité, n'ont jamais réalisé autant de ventes qu'en 2025.

Antoine Grosjean

Ce n'est pas un indicateur statistique officiel, mais il en dit long sur l'état de la pauvreté dans notre pays. En 2025, les épiceries Caritas ont connu un nouveau record de fréquentation. La vingtaine de magasins répartis dans tout le pays ont enregistré plus de 1,1 million de ventes, soit 10 000 de plus que l'année précédente. «Un triste record», comme l'écrit l'œuvre caritative dans un communiqué de presse, voyant là «le signe que les conditions de vie des personnes touchées par la pauvreté en Suisse continuent de s'aggraver». C'est le quatrième record de vente consécutif des épiceries Caritas, où la demande est en hausse constante. Leur directeur, Thomas Künzler – qui prend sa retraite le 1<sup>er</sup> février, passant le témoin à son adjoint Tim Murer – constate que beaucoup de points de vente comptent de plus en plus de nouveaux clients.

**«WORKING POORS» ET PERSONNES ÂGÉES**  
Les *working poors* (travailleurs pauvres) sont également plus nombreux à venir



Thomas Künzler

s'y approvisionner. «Les personnes peu qualifiées travaillent, mais gagnent trop peu pour vivre, déplore celui qui a dirigé ces épiceries durant huit ans. Nous constatons également une augmentation de la pauvreté chez les personnes âgées, dont le nombre de celles qui font leurs achats sur nos marchés est nettement plus élevé qu'il y a quelques années. La 13<sup>e</sup> rente AVS va aider, mais ne résoudra pas le problème du 2<sup>e</sup> pilier, puisque beaucoup d'assurés ont des trous dans leur prévoyance professionnelle.» La demande a notamment explosé avec le Covid. «Les denrées alimentaires les moins chères ont alors connu une hausse de prix particulièrement forte pendant la pandémie, se souvient Thomas Künzler. Nous ne parlons pas ici de quelques pour-cents d'inflation, mais d'augmentations comprises entre 10% et 50%.»

**JUSQU'À 70% MOINS CHER**

Les magasins de l'œuvre d'entraide permettent d'acheter des aliments et des produits de consommation courante jusqu'à 70% moins cher qu'ailleurs. Une carte, délivrée aux personnes qui bénéficient de l'aide sociale ou de prestations complémentaires, est toutefois exigée pour pouvoir y faire ses courses. Les possesseurs de la CarteCulture de Caritas y ont aussi accès. Afin d'alléger encore le budget de leurs clients, les épiceries Caritas procèdent à des baisses de prix ciblées, notamment sur les produits alimentaires de base, comme les pâtes, le lait ou l'huile, qui figurent parmi les plus vendus avec les fruits et légumes de saison. Selon le directeur, «ceux qui ont peu d'argent économisent le plus possible, surtout pour les denrées alimentaires les plus importantes.» Ces réductions ont évidemment un impact sur le chiffre d'affaires, qui a été de 17,6 millions de



De plus en plus de *working poors* et de personnes âgées font leurs courses dans les épiceries de Caritas.

francs en 2025, soit légèrement moins que l'année précédente. «Notre objectif n'est pas de maximiser les profits, mais de maintenir les prix aussi bas que possible», souligne cependant Thomas Künzler.

**NOUVEAUX PARTENAIRES RECHERCHÉS**

Pour faire face à cette demande en hausse et disposer d'articles à prix réduit, l'institution recherche en permanence de nouveaux partenaires. Elle en a déjà plus de 400, producteurs,

fournisseurs, fondations et acteurs de la grande distribution. Après huit ans à la tête des épiceries de Caritas, Thomas Künzler constate que le fossé entre riches et pauvres ne cesse de se creuser. «Ces derniers sont confrontés à une hausse des prix des denrées alimentaires, du logement et des frais de santé. Il ne suffit pas de mener une politique d'aumônerie, il faut aussi avoir la volonté réelle d'investir davantage dans la lutte contre les causes de la pauvreté. A ce titre, je

considère que la formation initiale et continue des personnes touchées par la pauvreté est un élément central.» ■

Plus d'informations sur: [epiceriecaritas.ch](https://epiceriecaritas.ch)



Notre vidéo:  
[evenement.ch/videos](https://evenement.ch/videos)

## Le fossé des inégalités continue de se creuser

**RICHESSSE** En Suisse, 41 ultrariches se partagent une fortune totale de quelque 197 milliards de francs, communique Solidar. Un montant qui a encore augmenté.

Sonya Mermoud

A l'occasion du Forum économique mondial (WEF) de Davos, qui s'est terminé le 23 janvier dernier, Oxfam a publié son traditionnel rapport sur les inégalités à l'échelle planétaire. Selon celui-ci, la fortune des milliardaires a augmenté l'an dernier d'environ 16%. Cette croissance, trois fois plus rapide que les moyennes des cinq dernières années, a atteint un montant record de 18 300 milliards de dollars. Parallèlement, près de la moitié de la population mondiale vit dans la pauvreté et souffre de la faim. En Suisse, les disparités ne sont pas moins flagrantes. Dans un communiqué de presse, Solidar Suisse, partenaire d'Oxfam, calcule que 41 ultrariches se partagent un magot total d'environ 197 milliards de francs. «Rien qu'en 2025, cette fortune a augmenté de 14,6 milliards de francs», chiffre



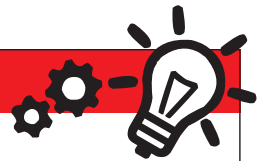
Près de la moitié de la population mondiale vit dans la pauvreté et souffre de la faim.

Solidar. Et l'ONG d'imager le fossé des inégalités dans nos frontières: «A titre d'exemple, il ne faut en moyenne que 107 minutes à un milliardaire pour gagner l'équivalent du salaire annuel moyen en Suisse.» Pour l'organisation, une telle concentration de richesses crée un déséquilibre de l'influence au niveau politique.

**UNE CONCENTRATION DES RICHESSES NUISIBLE À LA DÉMOCRATIE**

«La démocratie ne doit pas se monnayer», alerte Susanne Rudolf, responsable de campagne chez Solidar. L'ONG estime que la réalité décrite est loin d'être sans conséquence. Elle note que les inégalités servent les intérêts des personnes les plus privilégiées, en mesure dès lors d'imposer leurs thèmes prioritaires et d'influencer les décisions politiques. «Le rapport d'Oxfam montre qu'une part majeure du paysage médiatique mondial, y compris les réseaux sociaux et les plateformes d'intelligence artificielle, appartient à une poignée de milliardaires. Six d'entre eux contrôlent, à eux seuls, neuf des dix plus grandes entreprises des médias sociaux.» En Suisse, s'inquiète Solidar, la concentration des richesses se manifeste surtout par le financement des campagnes de votations, notamment sur des sujets fiscaux et économiques. «A cela s'ajoute un problème structurel: les liens étroits entre l'administration fédérale, les groupes d'intérêts et les multinationales nuisent à la transparence du système démocratique. Lorsque le pouvoir économique et la politique s'allient, il devient difficile de savoir quels intérêts dictent les décisions et qui en profite réellement.» Dans ce contexte, Solidar demande, aux côtés d'Oxfam, des règles claires passant notamment par une taxation plus équitable des grandes fortunes, des critères stricts pour encadrer le lobbying et l'influence en politique, ainsi qu'un financement transparent des campagnes de votations. ■

### ÉCLAIRAGE



## TRAVAILLER ET DEVENIR PARENTS

Manon Todesco

**Qu'est-ce qui change au travail quand on attend un enfant?** Quand on est employé et qu'on décide de fonder une famille, de nouvelles règles s'appliquent pour protéger les futurs parents. Déjà, pendant la grossesse et jusqu'aux 16 semaines qui suivent la naissance, la mère ne peut pas être licenciée, sauf si elle est en période d'essai ou pour un motif grave. De même, sa journée de travail ne peut pas dépasser neuf heures, même si le contrat le prévoit, et elle ne peut plus exercer de travaux pénibles ou dangereux. Lorsque l'enfant est né, une allocation maternité est versée par le Canton, puis des allocations familiales chaque mois.

**Combien de temps dure le congé maternité?** Après l'accouchement, la mère bénéficiera d'un congé maternité: sa durée est en général de 14 semaines, mais il peut être plus long. A Genève, les travailleuses ont droit à un congé de 16 semaines et les employeurs peuvent aussi décider d'offrir plus de temps ou des congés allaitement. Les pères ont, depuis 2021, droit à un congé paternité de deux semaines, soit 10 jours ouvrables, à prendre dans les six mois suivant la naissance. Pour les parents qui adoptent un enfant de

moins de 4 ans, un congé d'adoption de deux semaines est prévu. Pour Unia, c'est loin d'être suffisant: le syndicat demande 8 semaines de congé paternité et 24 semaines de congé parental pour les deux parents en plus du congé existant. Aussi, il revendique une protection plus longue contre le licenciement, car près d'une femme sur cinq est licenciée après son congé maternité.

**Quels droits ont les parents après la naissance de leur enfant?** Quand l'heure du retour au travail a sonné, plusieurs dispositions doivent être respectées par l'employeur. Pendant la première année de l'enfant, la Loi sur le travail permet aux mères qui le souhaitent de pouvoir allaiter ou tirer leur lait, dans un local adapté et au calme, entre 30 et 90 minutes par jour selon leur temps de travail. Ce temps ne doit pas être déduit des heures de travail mais bien payé. Si l'enfant jusqu'à 15 ans est malade, les parents ont droit à un congé payé de trois jours par cas de maladie pour s'en occuper, à condition de présenter un certificat médical. ■

Plus d'infos:





# DONALD TRUMP N'A QUE FAIRE DES DROITS HUMAINS

**RÉPRESSION** Un an après le retour du président à la Maison-Blanche, les droits humains aux Etats-Unis n'ont jamais été aussi mis à mal. Un nouveau rapport d'Amnesty International tire la sonnette d'alarme.

Manon Todesco

Entre la répression sanglante des manifestations en Iran, le génocide qui se poursuit à Gaza et les tensions qui explosent aux Etats-Unis, personne n'aura échappé à l'actualité internationale glaçante. Donald Trump fait particulièrement parler de lui: après l'enlèvement du président vénézuélien Nicolás Maduro, il multiplie les menaces et les agressions auprès des autres Etats et met son pays à feu et à sang en traquant les migrants en situation irrégulière. Un niveau d'alerte maximal en matière de droits humains a été atteint dans le pays de l'Oncle Sam, assure Amnesty International, qui a publié le 20 janvier un rapport intitulé *Ring the Alarm Bells*.

## DÉRIVES DANGEREUSES

En effet, un an après le début de son second mandat, l'organisation met en lumière une intensification continue des pratiques autoritaires qui sapent les institutions démocratiques et érodent les droits fondamentaux.

«Nous sommes tous témoins d'une dangereuse trajectoire ayant déjà mené à une urgence en matière de droits humains sous la présidence Trump», a déclaré, à l'aube du Forum économique mondial de Davos, Paul O'Brien, directeur exécutif à Amnesty International Etats-Unis. «En détruisant les normes et en concentrant les pouvoirs, l'administration Trump essaie d'empêcher qui que ce soit de lui demander des comptes. Il ne fait aucun doute que les pratiques autoritaires de cette administration fragilisent les droits humains et exacerbent les risques auxquels sont exposés les journalistes et les personnes qui s'expriment ou protestent, notamment les manifestants, les avocats, les étudiants et les défenseurs des droits de l'homme.»

## LIBERTÉS MENACÉES

Le rapport couvre douze domaines dans lesquels l'administration Trump sape les principes d'une société libre. Notamment les attaques contre la liberté de la presse et l'accès à l'information, contre la liberté d'expression et de réunion pacifique, contre les organisations de la société civile et les universités, contre les opposants politiques et les voix critiques, les juges, les avocats et le système judiciaire, ainsi que le droit à une procédure régulière. «Les pratiques autoritaires ne peuvent



Manifestation contre les rafles anti-immigrants menées par ICE à Minneapolis.

prendre racine que si on les laisse se banaliser, souligne Paul O'Brien. Nous ne pouvons laisser cela se produire aux Etats-Unis.» Amnesty International n'oublie pas les attaques contre les droits des personnes réfugiées et migrantes, désignées comme des boucs émissaires, et notamment les tactiques autoritaires qui se renforcent avec des villes entières envahies et terrorisées par des agents du Service de contrôle de l'immigration et des douanes (ICE). Le rapport dénonce par ailleurs le recours accru à l'armée sur le territoire national et la répression violente des manifestations.

«Les attaques contre l'espace civique et la primauté du droit, ainsi que l'érosion des droits humains aux Etats-Unis reflètent des schémas observés et dénoncés ailleurs dans le monde depuis des décennies par Amnesty International, ajoute Paul O'Brien. Il est important de signaler que, lorsqu'il devient manifeste que les pratiques autoritaires sont pleinement établies, les institutions censées limiter

les abus de pouvoir ont déjà été fortement compromises.»

## RÉSISTER FACE À L'AUTORITARISME

Pour remédier à cela, Amnesty demande aux autorités compétentes ainsi qu'aux entreprises l'adoption en urgence de mesures visant à protéger l'espace civique, à rétablir des garanties relatives à l'Etat de droit, à renforcer l'obligation de rendre des comptes et à garantir que les violations des droits humains ne soient ni ignorées, ni considérées comme inévitables.

«Nous pouvons, et nous devons, nous forger un chemin différent, exige le directeur exécutif. Ensemble, nous avons tous et toutes la possibilité et le devoir de nous montrer à la hauteur de ce moment difficile de notre histoire et de protéger les droits humains.»

Avec sa campagne mondiale RESIST, destinée à contrer les tendances autoritaires, Amnesty International appelle à la solidarité et à la défense des libertés démocratiques. «La situation aux Etats Unis montre à quelle

vitesse des structures démocratiques peuvent s'éroder, et combien il est crucial de s'opposer activement aux abus de pouvoir.»

A Davos, Amnesty a également exhorté les responsables politiques et économiques à assumer leurs responsabilités et à placer les droits humains au cœur de leurs décisions. Agnès Callamard, la secrétaire générale d'Amnesty, présente au Forum, a déclaré: «Des Etats puissants sont en train de détruire l'ordre international fondé sur des règles, de saper le droit international et de privilégier la pression plutôt que la coopération. Un "dialogue constructif" exige un refus collectif des intimidations militaires, économiques ou diplomatiques. Nous avons besoin d'une résistance commune face à ces tendances destructrices, et de réformes qui placent les droits humains, la justice et les solutions globales au premier plan.» ■

Plus d'infos sur le site: [amnesty.ch/fr](https://www.amnesty.ch/fr)

## BRÈVES

### AFRIQUE

#### LOIN DES YEUX, LOIN DU CŒUR

Les 80% des crises les moins médiatisées se situent en Afrique et souffrent d'un sous-financement systémique de l'aide: voilà une des conclusions majeures du dixième rapport annuel de CARE. L'ONG souligne que ce continent est largement oublié des journalistes bien qu'il soit le théâtre de graves crises humanitaires. L'organisation caritative cite à titre d'exemple les quelque 1530 articles traitant l'an dernier de la dramatique situation en Centrafrique contre près de 44 5350 publications consacrées à la fermeture temporaire de TikTok aux Etats-Unis. Ce désintérêt se paie cash avec, pour conséquence, un manque de dons dû à l'ignorance du public, alors que les contributions de Washington ont déjà, il y a un an, été réduites de 90%. «43 millions de personnes sont affectées par les dix crises les moins documentées au monde en 2025», chiffre CARE, notant encore que le changement climatique est désormais un facteur commun à l'ensemble des catastrophes répertoriées, entre alternance d'épisodes de sécheresses et d'inondations. Perturbations qui se traduisent par la destruction de récoltes et une insécurité alimentaire grave et durable. Dans ce contexte, CARE rappelle que l'information reste un des leviers essentiels pour mobiliser l'action politique et la solidarité internationale. ■ SM

### QUÉBEC

#### OFFENSIVE ANTISYNDICALE SANS PRÉCÉDENT

Ingérence dans leur fonctionnement démocratique interne, restrictions imposées à l'exercice du droit de grève, pilier du rapport de force légitime dans toute négociation collective: les organisations syndicales québécoises dénoncent une offensive sans précédent à leur égard. Cette information a été relayée par la Confédération syndicale internationale (CSI), qui fustige une «utilisation répétée et abusive du pouvoir législatif par le gouvernement du Québec» visant à affaiblir l'autonomie des représentations des travailleurs. Elle s'inquiète ainsi de la réduction de contre-pouvoirs essentiels dans une société démocratique. Et, dans ce contexte, appelle les autorités du Québec à faire marche arrière et «à respecter pleinement les droits du travail, la liberté syndicale et la démocratie sociale». ■ SM

### MALAISIE

#### UN FOURNISSEUR D'APPLE VIOLE LES DROITS DU PERSONNEL

IndustriAll dénonce les pratiques antisyndicales du fournisseur d'Apple en Malaisie, Lumileds. Selon l'organisation des travailleurs, cette entreprise ne respecte pas les droits d'association de son personnel et menace de représailles les employés soutenant le syndicat. Elle est aussi pointée du doigt pour avoir mis à la porte un représentant des salariés. IndustriAll note encore que la société a résilié des contrats de travailleurs migrants, expulsés dans leur pays d'origine, et en a intimidé d'autres en leur laissant entendre qu'ils pourraient subir le même sort. Via sa filiale malaisienne, IndustriAll réclame la réintégration des collaborateurs licenciés et re-foulés et exige que leur retour soit pris en charge. La fin de toutes les mesures disciplinaires et l'ouverture de négociations collectives font aussi partie de ses revendications. ■ SM

# Solidarité avec les journalistes azerbaïdjanaï

**MOBILISATION** Reporters sans frontières a organisé à Berne une action de sensibilisation aux conditions de détention de journalistes injustement emprisonnés en Azerbaïdjan. Et appelle à une mobilisation internationale.

Sonya Mermoud

Une tente de 4 m<sup>2</sup> aménagée de manière rudimentaire pour illustrer les conditions d'emprisonnement précaires de journalistes injustement écroués en Azerbaïdjan, les portraits de 25 d'entre eux, des citations: Reporters sans frontières (RSF) a organisé la semaine passée, dans le centre-ville de Berne, une action coup de poing pour dénoncer l'incarcération de plusieurs professionnels de médias condamnés pour avoir exercé leur métier. Parmi eux, la journaliste Sevinj Vagifgizi, rédactrice en chef du média d'investigation indépendant

*Abzas Media*, traitant principalement de la corruption au sein de l'élite politique azerbaïdjanaise. «La rédaction a révélé plusieurs affaires de corruption liées à la reconstruction de la région du Haut-Karabakh que l'Azerbaïdjan contrôle entièrement depuis 2023, après la guerre avec l'Arménie», précise RSF dans un communiqué de presse. Faussement accusée de contrebande présumée d'argent et de devises, Sevinj Vagifgizi est détenue depuis plus de 800 jours et croupit aujourd'hui dans une minuscule cellule. RSF précise qu'elle a été frappée par le personnel pénitentiaire, privée de ses effets personnels et n'a pas reçu en suffisance

d'eau et de nourriture. L'ONG indique que 24 autres confrères ont été incarcérés en raison de leur travail. RSF rappelle dans la foulée que l'Etat pétrolier du Caucase est un partenaire important de l'Europe et de la Suisse en matière d'énergie. Active dans ce domaine, la compagnie nationale azerbaïdjanaise Socar exploite, selon cette même source, plus de 200 stations-service dont bon nombre ont conclu un contrat de franchise avec la société Migros Migrolino AG. Bakou, souligne encore l'ONG, investit massivement dans l'amélioration de l'image du pays sur le Vieux-Continent malgré la répression sévère exercée à

l'encontre des professionnels des médias. «La saison 2025-2026, le pays sera par exemple partenaire premium de toutes les compétitions mondiales de la Fédération internationale de ski, y compris les Championnats du monde de ski alpin 2027 à Crans-Montana.» Dans ce contexte, RSF invite à une mobilisation générale pour que les journalistes azerbaïdjanaï détenus ne soient pas oubliés. «Nous appelons les gouvernements démocratiques du monde entier, et d'abord le Conseil fédéral suisse, à accroître la pression sur les autorités azerbaïdjanaises et sur le président Aliyev.» ■



RÉMUNÉRATIONS

Un rapport tire un bilan positif du salaire minimum genevois.

PAGE 11



ÉGALITÉ

Virginia Markus rééduque les auteurs de violences sexuelles.

PAGE 13



PAUSE CAFÉ

Isabelle Houenou, première femme à présider Unia Neuchâtel.

PAGE 14

# DES EMPLOYÉS AU PAIN SEC

**VENTE** Alors que la Boulangerie-Pâtisserie Pierre, qui compte une dizaine de succursales dans le canton de Neuchâtel, a demandé sa mise en faillite, deux anciens employés témoignent.

Textes Aline Andrey

Fâché et dégoûté, Julien Trassart témoigne dans l'espoir de mettre fin aux pratiques indignes de son ex-employeur. Ce boulanger-pâtissier-chocolatier-traiteur, 17 ans de métier à son compteur, a quitté le nord-est de la France pour venir travailler au Locle. Cela faisait quelques années que sa famille dans le Haut-Doubs l'invitait à se rapprocher. «J'ai vu l'offre d'emploi du Fournil de Pierre. Je suis venu faire quelques jours d'essai. Pierre-André Sommer m'a payé l'hôtel et fait miroiter un salaire de 5000 à 6000 francs, ainsi qu'un poste de chef. J'avais un pré-contrat. J'ai trouvé une maison avec un loyer de 950 euros par mois près de la frontière, en me disant que je pourrais la payer sans trop de problème. Tout m'avait l'air correct.» Confiant, Julien Trassart s'installe donc avec sa compagne et son fils de 14 mois. Début juin 2025, il entame son premier jour de travail... qui est aussi le dernier sous l'égide du Fournil de Pierre, qui déclare sa faillite. Comme ses collègues, c'est la nouvelle société Boulangerie-Pâtisserie Pierre qui l'emploie. «On devait faire les livraisons, alors qu'on n'était pas assuré pour conduire le véhicule. On n'avait pas de pause, alors qu'on nous déduisait une demi-heure. On n'a jamais su si nos cotisations sociales avaient été payées, et si la demande de permis de travail avait été faite. En théorie, j'étais payé 4400 francs brut, avec des horaires de nuit. Dans les faits, c'était au lance-pierre, 1500 ou 2000 francs de temps en temps, sans fiche de salaire. Je suis tombé dans une misère pas possible. J'ai dû vendre beaucoup de mes biens pour nourrir ma famille et payer l'essence pour aller travailler. Je n'étais pas le seul. On a demandé plusieurs fois du respect et le paiement de nos salaires. On nous disait demain, demain, toujours demain... On insistait. C'était le principal sujet de discussion avec les collègues. Sommer dirigeait toujours. Ledit patron, Samuel, nous traitait comme des moins que rien. On s'en ramassait plein les dents.» La situation financière de Julien Trassart se détériore très vite. «J'ai eu des loyers et des factures de retard, des tensions avec ma compagne, et une telle pression que ça m'est

tombé dessus mentalement. J'ai craqué. On était beaucoup à être au bord de la crise. Après un arrêt maladie de quelques jours, j'ai posé ma démission début novembre. Dans les deux semaines qui ont suivi, cinq autres employés sont partis. Il nous a fallu ce temps pour comprendre que ça n'irait jamais mieux...»

HYGIÈNE DÉPLORABLE

Le témoignage d'un de ses anciens collègues, qui préfère rester anonyme, lui fait écho. Il précise: «On n'avait jamais deux jours de repos d'affilée. Les horaires, c'était n'importe quoi. Rien n'était planifié.» Le boulanger souligne aussi que le service de l'hygiène avait fait fermer le laboratoire du Locle à la suite d'un contrôle. «On travaillait sans eau chaude. Les plaques étaient pleines de rouille, on avait ordre de ne pas mettre de film de protection sur les bâtons de pâte. Des produits périmés, même de la viande, étaient vendus. Je n'ai jamais vu un tel chaos dans l'organisation des matières premières et des horaires des ouvriers. Aucun respect! Quand ça a fermé au Locle, on a continué à Courtelary.» Soit dans le laboratoire de Monsieur Leuenberger, vice-président de l'Association suisse des patrons boulangers-confiseurs... Il relate aussi que les vendeurs étaient tous au bout du rouleau. «En fait, la direction a fait du mal aux ouvriers et aux clients. Je dois dire que j'ai peur qu'une nouvelle société soit ouverte par la même personne. Je ne pensais pas qu'en Suisse, un pays aussi carré et ordonné, de tels agissements étaient possibles.» Comme une trentaine d'autres employés, ce boulanger, avec l'aide d'Unia, espère récupérer les nombreuses heures non payées. Il se dit aujourd'hui soulagé d'avoir retrouvé un poste dans une bonne boulangerie de la région, avec un patron respectueux. Il a retrouvé le goût du travail. Même écho du côté de Julien Trassart qui sort la tête de l'eau: «Mon patron actuel est très respectueux. J'ai pu rembourser une partie de mes dettes. Quand je parle de la Boulangerie-Pâtisserie Pierre autour de moi, encore ce matin avec le douanier en rentrant du boulot, tous n'en reviennent pas que ce soit possible.» ■



THÉRIY PORCHET

Devant la boulangerie Le Fournil de Pierre, à La Chaux-de-Fonds, le 7 mars 2025, Unia avait dénoncé les pratiques managériales de la direction. En juin, la société faisait faillite. Parallèlement, la Boulangerie-Pâtisserie Pierre reprenait la dizaine d'enseignes du canton.

## UNE TRENTAINE DE DOSSIERS CHEZ UNIA

En décembre, la Boulangerie-Pâtisserie Pierre, qui compte une dizaine de points de vente dans le canton de Neuchâtel, a demandé sa mise en faillite via son avocat. Son siège étant à Renan (BE), c'est au Tribunal régional de Moutier (déplacé entre-temps à Bienne) de se prononcer. Unia gère une trentaine de dossiers d'anciens employés. Céline Dupraz, responsable du dossier au service juridique d'Unia Neuchâtel, explique: «Nous avons deux types de situations, ceux qui ont travaillé pour le Fournil de Pierre et ceux qui ont commencé à la Boulangerie-Pâtisserie Pierre Sàrl. Pour les premiers, nous tentons de faire reconnaître qu'il y a eu un transfert d'entreprise, ce qui aurait un impact sur le délai de congé. Cela signifierait également qu'on est face à une faillite frauduleuse.

Pour les seconds, nous avons déposé des réquisitions de poursuite. Dans les deux cas, ce sont des milliers de francs que sont en droit d'espérer les employés; difficile à chiffrer sans fiches de salaire. Les pratiques de Pierre-André Sommer, directeur du Fournil de Pierre, sont particulièrement douteuses. Il a fait faillite le 5 juin. Or, la nouvelle société a été créée le 1er mai, avec certains de ses collaborateurs et avec le siège à son domicile...» Les doléances ne datent pas d'hier. Lors de plusieurs actions syndicales, Unia avait déjà dénoncé des conditions de travail désastreuses et un «management abusif». Et ce, dès le début du Fournil de Pierre, il y a plus de vingt ans. ■

# Des primes d'équipe améliorées

**ACCORD** Unia et Metalor ont signé une nouvelle convention collective de travail entrée en vigueur en janvier. Des avancées à la clé.

Sonya Mermoud

Bonne nouvelle pour les travailleurs et les travailleuses de Metalor soumis à la Convention collective de travail (CCT), soit quelque 350 personnes. Au terme de trois rounds de négociations entamées en octobre dernier, les partenaires sociaux sont parvenus à un accord. «Les pourparlers sont de plus en plus difficiles et longs, mais nous avons gardé le cap et avons trouvé un terrain d'entente», commente Solenn

Ochsner, responsable du secteur industrie à Unia Neuchâtel. Le syndicat se réjouit en particulier de la décision de mensualiser les primes d'équipe délivrées en contrepartie d'horaires contraignants comme la nuit ou le week-end. «Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, cette prime est payée chaque mois, y compris durant les vacances, au lieu d'être réglée à l'heure. Sont aussi déduites les cotisations sociales. Cette façon de procéder se traduit par plusieurs centaines de francs supplémentaires pour le personnel concerné.»

Un autre changement positif concerne le congé paternité payé à 100% douze jours durant, soit deux de plus que ce que prévoit la loi. Une revendication prioritaire selon un sondage qui a récolté un taux de réponses élevé. «Nous avons aussi obtenu une meilleure protection des employés âgés qui pourront, dès l'âge de 63 ans, baisser leur temps de travail s'ils le souhaitent sans perte sur leurs cotisations LPP et AVS.» Les exigences en matière salariale relatives à la compensation du renchérissement n'ont en revanche pas abouti. Ce

point continuera à faire l'objet d'évaluations annuelles. Solenn Ochsner se dit néanmoins satisfaite des améliorations obtenues. «En l'état de la conjoncture actuelle, ce sont de belles avancées, vraiment pas négligeables», souligne la collaboratrice d'Unia, tout en précisant que le syndicat devra revenir à la charge sur la question des rémunérations comme sur celle de la réduction du temps de travail. Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier, la nouvelle CCT court jusqu'au 31 décembre 2029. ■



À VOS CRAYONS

PAYSAGE DE HAIES COUVRENT 30% DES TERRES	COMPLÈTEMENT ROND PEU RÉPANDUS	PROTECTION THERMIQUE BONNE MENTION	POISSONS DE RIVIÈRE	MIS DE CÔTÉ	REMOQUA	MIS EN DANGER APERÇU	EST UTILE
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
			DÉSACCORD				
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
ABSORBE PAR LES ARBRES RÉSERVE NATURELLE				BARATIN	ANCIENNE MESURE DE LONGUEUR		
↓							
		HABITANT DE LA TERRE				ARGON AU ABO	
↓		↓					
ENNEMI DE LA VIGNE NATURE MORTE		ANIMAL DE LA FERME EAU DU MATIN		PLANTE MEDICINALE	DIPLOMATIE GROS LEZARDS		
↓		↓		↓	↓		
			ÉLOIGNÉ DE L'HOMME MARQUE DE DÉDAIN				MONDE VÉGÉTAL
↓			↓				↓
ARIDE	DE MÊME RANG	BESOIN D'EAU COURS EN HAUSSE		ALLEMAGNE DISPARUE MET LES VOILES		EST PRÈS DE LA FIN	ÉRODER
↓	↓	↓		↓		↓	↓
		CHOU-CHOUTER ÉCOLE DU POUVOIR				MINABLE 6 À ROME	
↓		↓				↓	
VERT AU GOLF MONDE ANIMAL				POUFFÉ 1100 À ROME	NAVIRE DE GUERRE CYCLE		
↓				↓	↓		
			ROBOTISER				
↓			↓				
PRÉNOM FÉMININ			COUVRENT 70% DE LA SURFACE DU GLOBE			CELLE DU RÉCHAUFFEMENT A COMMENCÉ	
↓			↓			↓	

© FORTISSIMOTS.COM

FACILE

6	1		4				8	5
3	4		1		5	7		
		8			2			1
8						1	3	
4			7		1			2
	3	5						7
2			9			5		
		1	2		6		7	3
9	6				8		1	4

DIFFICILE

	6						2	
		5				4		
8	7		4	9	3		5	1
	9		6		2		1	
7								9
	4		9		7		8	
4	1		3	6	5		9	2
		9				1		
	2						4	

RÉSULTATS

E	R	E	S	N	V	E	O	V	E	L
R	E	S	I	N	V	E	M	E	N	V
O	S	I	A	V	I	R	N	E	R	G
T	N	N	E	N	G	I	O	S	O	S
F	O	V	R	F	A	I	F	I	O	S
E	G	V	A	N	V	E	T	R	E	S
T	C	V	A	T	O	N	E	L	E	G
R	A	R	C	I	R	B	O	L	C	P
N	N	U	V	B	E	N	O	B	C	A
S	E	H	E	S	E	S	E	I	C	B

5	4	3	6	7	1	8	2	9
7	9	1	4	4	2	8	6	5
2	6	8	5	9	3	7	1	4
9	8	5	7	3	6	1	4	2
6	3	2	1	4	5	9	8	7
4	1	7	2	8	9	3	6	5
1	5	9	3	6	4	7	2	8
8	7	4	9	1	2	5	3	6
3	2	6	8	5	7	4	9	1

DIFFICILE

4	1	2	8	7	5	3	9	6
3	7	6	9	4	2	1	8	5
8	9	5	3	1	6	4	7	2
7	4	9	6	2	8	5	3	1
2	5	8	1	3	7	9	6	4
6	3	1	4	7	5	9	7	2
1	6	4	2	9	3	8	5	7
9	2	7	5	8	1	6	4	3
5	8	3	7	6	4	2	1	9

FACILE

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

**Bienne:** lundi à jeudi, 14h-17h30.  
Permanence téléphonique 032 329 33 33:  
lundi à jeudi, 9h-11h30 et 13h30-17h30.  
Vendredi 9h-11h30.  
**Granges-Longeau:** pour connaître les heures d'ouverture, merci d'appeler le 032 653 01 11.  
**Lyss:** le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33. Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

PERMANENCES

La permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch. En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

CAISSE DE CHÔMAGE

**Bulle,** rue de Vuippens 29.  
**Fribourg,** rte des Arsenaux 15.  
Lundi à jeudi, 8h30-11h30 et 13h30-16h30; vendredi, 8h30-11h30.

**BULLE - CHALET DE L'ENTRAIDE DE MONTBARRY-LE PÂQUIER**  
**Locations:** Veuillez vous adresser à Mme Ariane Zürcher, route de la Parqueterie 2, La Tour-de-Trême, 076 605 71 41, ariane.zurcher@live.fr

GENÈVE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Lundi, 14h-18h; mardi, jeudi et vendredi, 9h-12h et 14h-18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique: mardi à vendredi, 9h-12h et 14h-18h, au 0848 949 120.

CAISSE DE CHÔMAGE

Rue des Gares 12. Lundi, 13h30-17h; mardi à vendredi, 9h-12h et 13h30-17h; vendredi, fermeture à 16h. Envois des formulaires U1: geneve.pdu1@unia.ch

GROUPE DES RETRAITÉS

**Comité des retraités**  
Les réunions ouvertes à tous les membres ont lieu tous les 2<sup>e</sup> mardis du mois de 10h à 13h, dans les locaux du syndicat, 5, ch. Surinam.

DÉCLARATION D'IMPÔTS

Les membres d'Unia souhaitent faire remplir la déclaration d'impôts 2025 sont invités à téléphoner au +41 848 949 120 afin de convenir d'un rendez-vous pour procéder au paiement, de 9h à 12h sauf les lundis, du 1<sup>er</sup> février au 14 mars. A cette occasion, seront remis des renseignements utiles ainsi qu'une quittance avec laquelle les membres pourront contacter directement la fiduciaire pour fixer l'entretien de déclaration physique.

Tarifs par déclarations:

- Déclaration simple syndiqué ou couple syndiqué/retraité: 55 fr.
- Déclaration simple syndiqué et conjoint non syndiqué: 65 fr.
- Déclaration simple non syndiqué: 85 fr.
- Enfant (revenu inférieur à 15 000.-): 15 fr.
- Auto déclaration relative à la fortune immobilière (Suisse ou étranger): 35 fr.

**La liste des documents à apporter est disponible auprès du secrétariat Unia.** Veuillez noter que les photocopies des justificatifs doivent être faites au préalable par vos soins. Aucun document original ne vous sera retourné.

NEUCHÂTEL

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

**La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel**  
**Permanences syndicales:** lundi, mercredi et jeudi, 15h-18h.  
**Ouverture des secrétariats:** lundi à jeudi, 10h-12h et 15h-18h.  
**Fleurier**  
**Permanences syndicales:** un jeudi sur deux, 15h-18h (jours affichés sur la porte du secrétariat).  
**Ouverture du secrétariat:** mardi, 9h-11h30 et 14h-17h.  
**Le Locle**  
**Pas de permanence syndicale.**

**Ouverture du secrétariat:** jeudi, 9h-11h30 et 14h-17h.  
**Permanence téléphonique pour toute la région au 0848 20 30 90:** lundi à vendredi, 10h-12h et lundi à jeudi, 14h-18h.

CAISSE DE CHÔMAGE

**Fleurier,** place de la Gare 3.  
Mardi, 9h-11h30 et 14h-17h.  
**Chaux-de-Fonds,** av. Léopold Robert 67. Lundi, mardi et jeudi, 9h-11h30 et 14h-17h; mercredi, 14h-17h; vendredi 9h-11h30.  
**Le Locle,** Crêt Vaillant 19.  
Lundi, mardi et jeudi, 9h-11h30.  
**Neuchâtel,** avenue de la Gare 3.  
Lundi, mardi et jeudi, 9h-11h30 et 14h-17h; mercredi, 14h-17h; vendredi 9h-11h30.

DÉCLARATION D'IMPÔTS

**Pour les membres domiciliés dans le canton de Neuchâtel:** Afin de faciliter l'organisation et pour toute information concernant les tarifs et le détail des documents à nous apporter, nous vous invitons à prendre rendez-vous en ligne via notre site internet [neuchatel.unia.ch](http://neuchatel.unia.ch) ou auprès de notre secrétariat au: +41 848 203 090. Pour rappel, les rendez-vous pour les déclarations fiscales se dérouleront dans les plages suivantes:  
**La Chaux-de-Fonds:** jeudi et vendredi, 8h-12h, 13h-17h.  
**Neuchâtel:** mardi et jeudi, 8h-12h, 13h30-18h.  
**Fleurier:** pas de rendez-vous possible, dépôt des documents le mardi de 9h-11h30 et 14h-17h.  
**Le Locle:** pas sur rendez-vous, dépôt des documents le jeudi, 10h-12h et 14h-17h.

TRANSJURANE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

**Secrétariat de Delémont**  
**Téléphone:** lundi à jeudi, 9h-11h30 et 13h30-17h30; vendredi, 9h-11h30, au 0848 421 600.  
**Delémont,** rue de la Jeunesse 2.  
Lundi à jeudi, 9h-11h30 et 13h30-17h30.  
**Porrentruy,** rue des Baïches 18.  
Lundi, 13h30-17h30.  
**Saint-Imier,** rue Francillon 20.  
Mardi, 13h30-17h30.  
**Tavannes,** rue du Quai 20.  
Jeudi, 13h30-17h30.

CAISSE DE CHÔMAGE

**Delémont,** place de la Gare 11.  
Lundi et jeudi, 13h30-16h; mardi et vendredi, 9h-11h30; mercredi, 9h-11h30 et 13h30-16h.  
**Moutier,** rue Centrale 11.  
Lundi, 9h-11h30; mercredi, 13h30-16h.  
**Porrentruy,** rue des Baïches 18.  
Lundi, 13h30-17h30; jeudi, 9h-11h30.  
**Saint-Imier,** rue Francillon 20.  
Mardi, 13h30-17h30; jeudi, 9h-11h30.  
**Tavannes,** rue du Quai 20. Lundi et mardi, 9h-11h30 et 13h30-16h; mercredi et vendredi, 9h-11h30; jeudi, 9h-11h30 et 13h30-17h30.

VALAIS

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

**Téléphone:** 027 602 60 00, 8h30-11h30 et 14h-16h30.  
**Ouverture des guichets:** lundi, mercredi et vendredi.  
**Sion, Sierre, Martigny, Monthey:** 9h-11h30.  
**Permanences du soir**  
**Sierre:** lundi, 17h-19h.  
**Monthey:** mardi, 17h-19h.  
**Sion:** jeudi, 17h-19h.  
**Martigny:** jeudi, 17h-19h.

CAISSE DE CHÔMAGE

**Martigny,** rue du Léman 19.  
**Monthey,** avenue de la Gare 28.  
**Sierre,** rue du Temple 3.  
**Sion,** place du Midi 21.  
Lundi, mardi, jeudi et vendredi, 8h30-11h30 et 14h-16h30; mercredi, 8h30-11h30.

VAUD

HORAIRES TÉLÉPHONIQUES:

Vous pouvez contacter les secrétariats au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France.  
Lundi, mardi et jeudi, 9h-12h et 14h-17h; mercredi, 9h-12h; vendredi, 9h-12h et 14h-16h.

**Permanences administratives et syndicales sans rendez-vous:**

**Aigle,** route de la Zima 2.  
Lundi, 14h30-18h30.

**Crissier,** rue des Alpes 51. Jeudi, 16h-18h30.

**Lausanne,** place de la Riponne 4.  
Lundi, mardi et jeudi, 9h-12h et 13h30-18h; samedi, 9h-11h.

**Le Sentier,** Grand Rue 44.  
Mardi et jeudi, 9h-12h et 14h-18h.

**Morges,** Grand-Rue 73-75 (2<sup>e</sup> étage).  
Lundi, 16h-18h30.

**Nyon,** rue de la Morâche 3.  
Mardi et jeudi, 9h-12h et 13h30-18h.

**Payerne,** rue du Simplon 1. Lundi, 16h-18h30.

**Vevey,** rue Haldimand 23.  
Mardi et jeudi, 9h-12h et 13h30-18h.

**Yverdon,** avenue Paul-Cérésol 24.  
Mardi et jeudi, 9h-12h et 13h30-18h.

CAISSE DE CHÔMAGE

**Aigle,** rte de la Zima 2.  
**Vevey,** av. Paul-Cérésol 24.

BRÈVE

UNIA RÉUNIT LE PERSONNEL DU NETTOYAGE

Pour parler des conditions de travail et améliorer la Convention collective de travail romande du nettoyage, le personnel de la branche du canton de Neuchâtel est invité à une assemblée générale au secrétariat d'Unia à la Chaux-de-Fonds (avenue

**Lausanne,** pl. Chauderon 5.

**Nyon,** rue de la Morâche 3.

**Crissier,** av. des Alpes 51.

**Yverdon,** av. Haldimand 23.

**Payerne,** rue Guillermaux 1.

**Morges,** Grand Rue 73-75.

Lundi, mardi, jeudi et vendredi, 9h-11h30 et 14h-16h30; mercredi, 9h-11h30.

SUISSE ROMANDE

**PERMANENCE TÉLÉPHONIQUE CAISSE DE CHÔMAGE: 058 332 11 32**

Lundi, mardi et jeudi, 8h-12h et 13h30-17h; mercredi, 8h-12h; vendredi, 8h-12h et 13h30-16h.

**Contact pour l'envoi des documents:** [caissechomage.unia.ch](mailto:caissechomage.unia.ch)

COURRIER

L'HEURE DE LA CHUTE POUR LE DOLLAR?

Myret Zaki a publié un livre, il y a quinze ans, qui s'intitulait: *La fin du dollar* (Editions Favre). Emmanuel Todd vient d'affirmer que, lorsque les Etats-Unis auront perdu leur puissance, enfin, nous aurons la paix sur la terre. Or, il faut savoir que, si le dollar vaut encore, quinze ans plus tard, environ 79 centimes suisses, c'est parce que, depuis le milieu des années 1970, grâce à un accord US-Arabie saoudite, toutes les ventes de pétrole du monde se réglaient avec cette monnaie. Toutes les banques centrales ont accumulé des milliards de billets verts et se sont bien gardées de les dévaluer. Les Etats-Unis ont vécu des décennies en ne payant l'effort de l'humanité «à leur service» qu'avec des papiers ne valant que la confiance qu'ils inspiraient. Or, cette confiance s'est largement effritée. Depuis bien longtemps, beaucoup d'échanges se font avec des monnaies plus «sérieuses» dont le rouble et le yen. La chute évoquée en titre prend de l'importance dès l'instant où l'on apprend que la Banque de Chine est en train de revendre ses bons du Trésor américain. Elle en possédait, il y a dix ans, pour 1300 milliards de dollars. Elle n'en a plus que 800 milliards. S'ajoute que la dette du gouvernement des USA est de l'ordre de 38 000 milliards, qu'il va falloir effacer. Comment? En laissant courir une inflation de l'ordre de 5% avec des intérêts très bas de 2% ou moins. Un vol officiel. Un autre phénomène doit aussi nous

interpeller. C'est la volonté de plus en plus claire des Africains de sortir de leur dépendance des pays occidentaux. Par exemple l'Alliance des Etats du Sahel (l'AES: Niger, Mali et Burkina Faso) vient de chasser les gouvernements trop favorables aux Occidentaux par trois coups d'Etat conduits par des militaires. Ils viennent de créer leur propre monnaie et mettent leurs trois armées sous un commandement unifié. Les étrangers qui voudront exploiter leurs richesses devront les payer au prix du marché. Jusqu'à présent, tout l'uranium du Niger était payé par la France à 10% de son prix. Pour comprendre que cette «révolution» est aussi culturelle, il faut entendre les discours du capitaine Traoré ou les chansons du Congolais Maréchal Neat Baba: «Nous avons perdu Lumumba, nous avons perdu Sankara, nous avons perdu Kadhafi, mais maintenant on protège Gbagbo, on protège Goïta, on protège Traoré, résistance, c'est maintenant, pas demain...» Il fait allusion à tous ces leaders africains qui ont voulu une véritable autonomie pour leur peuple et que l'on a déclaré dictateurs. L'Occident les a éliminés. Les leaders d'aujourd'hui risquent moins leur vie que leurs prédécesseurs, car ils disposent d'un appui assez significatif de la Russie et de la Chine. Par l'importance de nos banques, nous avons aussi participé à ce racket de longue durée. Il va falloir se réveiller. ■ **Pierre Aguet**



# BILAN POSITIF POUR LE SALAIRE MINIMUM GENEVOIS

**RÉMUNÉRATIONS** Selon une étude, non seulement la mesure a fait du bien aux bas revenus, mais elle n'a pas eu les effets négatifs que ses opposants craignaient.

Antoine Grosjean

La catastrophe que certains prédisaient ne s'est pas produite. L'introduction d'un salaire minimum dans le canton de Genève, fin 2020, s'est non seulement avérée bénéfique pour les bas revenus – c'était son but – mais elle n'a pas généré les effets secondaires indésirables que redoutaient ses opposants, patronat en tête. Voilà ce qui ressort du quatrième et ultime rapport d'évaluation de cette mesure, approuvée à 58% en votation populaire en septembre 2020. Cette étude, présentée à la presse ce 29 janvier, a été effectuée par la Haute école de gestion (HEG) et l'Université de Genève (UNIGE). Ces dernières se sont penchées sur les salaires, tandis que leurs précédents rapports avaient analysé les impacts sur l'emploi et le chômage, là aussi avec un bilan globalement positif.

## BAS SALAIRES EN HAUSSE DE 15%

Concrètement, les bas salaires dans le secteur privé ont augmenté en moyenne de 15% entre 2020 et 2022, année dont datent les dernières données actuellement disponibles, issues de l'Enquête suisse sur la structure des salaires. Et s'il reste malgré tout des personnes qui touchent moins que le salaire minimum légal, leur proportion a diminué depuis son entrée en vigueur, passant de 7,4% à 4% sur la période étudiée. Les auteurs du rapport supposent que cela a continué de s'améliorer après 2022, les entreprises ayant sans doute eu besoin d'un temps d'adaptation.

La progression est plus forte chez les femmes (de 10,7% à 5,3%) que chez les hommes (de 5% à 3%). «Cela est dû au

fait que ce sont plus souvent elles qui occupent les emplois les moins bien rémunérés», explique José Ramirez, professeur d'économie à la HEG. Pour la même raison, les jeunes de moins de 25 ans font aussi partie des principaux bénéficiaires de l'adoption du salaire minimum, ainsi que, sans surprise, les travailleurs les moins qualifiés et ceux effectuant des tâches manuelles. En matière de statut, ce sont les permis B et L qui figurent parmi les gagnants sur le plan de l'évolution salariale.

## DIFFÉRENCES SELON LES SECTEURS

Notons par ailleurs que le salaire minimum a été moins respecté dans les secteurs où il y a des conventions collectives de travail (CCT) nationales fixant des rémunérations inférieures à la norme genevoise, comme la restauration, le nettoyage ou la coiffure. Or, bien que le Parlement fédéral soit saisi d'une motion visant à faire primer les CCT nationales sur les salaires minimums cantonaux (motion Ettlin), en l'état ce sont encore ces derniers qui doivent s'appliquer. «Il s'agit de s'en tenir au principe du fédéralisme et de ne pas empiéter sur le droit cantonal, juge Delphine Bachmann, conseillère d'Etat en charge du Département de l'économie, de l'emploi et de l'énergie. Le Conseil d'Etat genevois a été extrêmement clair sur ce point et la plupart des cantons sont opposés à cette motion.» Les agences de voyages ont été particulièrement bonnes élèves, puisque toutes leurs rémunérations sont désormais égales ou supérieures au salaire minimum, alors que 8% y étaient encore inférieures en 2020. En revanche, cette proportion n'a pas changé d'un iota dans le secteur de l'hébergement (19%), même si les salaires y ont quand



OLIVIER VOGELSANG/ARCHIVES

Le bilan du salaire minimum cantonal genevois, introduit en 2020, est globalement bon. Mais la motion Ettlin menace de placer les CCT nationales au-dessus des normes cantonales.

même été tirés vers le haut, comme le montre l'écart entre les plus basses rémunérations et le salaire minimum légal, passé de 8,6% à 3%. Ce différentiel s'est d'ailleurs notablement réduit dans de nombreuses branches professionnelles (en moyenne 6,9% en 2022, contre 14% en 2020).

## PAS TROP GÉNÉREUX

Enfin, le rapport tord le cou à une idée reçue, selon laquelle le salaire minimum genevois, qui est de 24 fr. 59 en 2026, serait trop généreux en comparaison avec d'autres normes. Mais en fait, il s'établit à 60% du salaire médian, ce qui est inférieur aux standards internationaux du seuil de bas salaire (66% du salaire médian), selon José Ramirez. Pour Pierre-Alain L'Hôte, président de l'Union des associations patronales genevoises, le fait que le salaire minimum ait eu un effet positif sur les plus basses rémunérations est une évidence. Il avoue en revanche une certaine frustration sur la période étudiée,

qui s'étend sur seulement deux années. «Nous ne remettons pas le salaire minimum en cause, mais il faudra continuer d'observer ses effets et lui apporter des adaptations si nécessaire.» Ce qui l'inquiète en particulier, c'est un éventuel «effet de débordement», que les données actuelles ne permettent pas d'analyser. En clair, il s'agirait de savoir si des employeurs ont compensé le salaire minimum de leur personnel en réduisant celui des nouveaux embauchés.

## CONTRÔLES RENFORCÉS ET CIBLÉS

Cet aspect préoccupe aussi Delphine Bachmann, qui précise que certaines exceptions ont déjà été apportées, par exemple pour les stages d'insertion. Et la magistrate de rappeler l'importance des inspections, puisque 4% des salariés continuent d'être payés en-dessous de la norme légale: «Nous allons renforcer les contrôles et voir si de nouvelles études sont nécessaires.» Pour Christina Stoll, directrice générale de

l'Office cantonal de l'inspection et des relations du travail, ce rapport est très précieux puisqu'il permet de mieux cibler les contrôles sur les secteurs qui posent problème.

Du côté des syndicats, Davide De Filippo, président de la Communauté genevoise d'action syndicale, ne se dit pas non plus surpris par le résultat. «Nous sommes satisfaits. Cela montre que le cataclysme économique annoncé par les opposants au salaire minimum pendant la campagne de votation n'a pas eu lieu. Mais nous allons rester attentifs à ses effets.» Et de glisser qu'en cas de doute, les travailleurs peuvent demander à leur syndicat de vérifier leur salaire. ■



Pour lire le rapport complet.

# Non aux licenciements chez Novartis!

**INDUSTRIE** Soutenus par Unia et Syna, des salariés de l'usine de Stein, en Argovie, ont remis à la direction une pétition munie de 3210 signatures réclamant le maintien des emplois.

Sonya Mermoud

Pas de licenciements chez Novartis! Une délégation de travailleuses et de travailleurs de l'usine de Stein, en Argovie, s'est rendue le 31 janvier dernier devant le campus

de l'entreprise pharmaceutique à Bâle. Ceux-ci sont venus exprimer leur mécontentement face à la volonté du groupe de supprimer 700 postes, sur 1400 au total, et pour lui transmettre une pétition munie de 3210 signatures revendiquant le maintien des emplois.

Une centaine de personnes ont participé à la remise des paraphes et à la manifestation l'accompagnant, partie du pont de Dreirosen. Avec l'aide d'Unia et de Syna, les salariés ont réclamé, dans le cadre de la procédure de consultation en cours, des alternatives à la perte

de places de travail et la garantie de la pérennité du site.

Les syndicats notent, dans un communiqué commun, que le groupe, parallèlement à ses velléités de se séparer de collaborateurs, augmente ses capacités de production outre-Atlantique.

La pétition met aussi en avant cette situation: «Novartis fait toutes sortes de promesses pour amadouer le président américain Trump. La construction d'un nouveau centre de production est prévue en Caroline du Nord. Au total, Novartis prévoit d'investir 23 milliards de dollars (plus de 18 milliards de francs) aux Etats-Unis. Le groupe investit donc beaucoup d'argent dans l'expansion de la production et la création d'emplois. Mais les travailleurs et les travailleuses en Suisse devraient perdre leur place. Ce n'est pas acceptable.»

Unia et Syna ont par ailleurs estimé que, dans le cas où les besoins de production évoluent, Novartis doit mettre à la disposition des salariés des possibilités de perfectionnement professionnel. «Cela leur permettrait de continuer d'employer l'effectif actuel. Il n'est pas concevable qu'un groupe qui réalise des milliards de bénéfices et qui profite en Suisse de la meilleure qualité d'implantation du monde laisse tomber son personnel pour des raisons purement financières.» ■



MANU FRIEDERICH

Une centaine de personnes ont participé à la remise des paraphes et à la manifestation l'accompagnant. Avec l'aide d'Unia et de Syna, les salariés ont réclamé, dans le cadre de la procédure de consultation en cours, des alternatives à la perte de places de travail et la garantie de la pérennité du site.



# «CE FILM PARLE DE LA CONSTRUCTION DE SOI»

**CINÉMA** La réalisatrice Marie-Elsa Sgualdo signe son premier long métrage, «A bras-le-corps». Un film beau et sensible qui traite de la condition des femmes dans les années 1940 et d'émancipation. Interview.

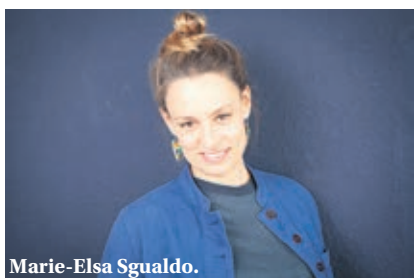
Propos recueillis par Sonya Mermoud

Emma, une adolescente de 15 ans, tombe enceinte à la suite d'un viol. Un événement catastrophique pour la future mère évoluant dans une communauté rurale protestante austère et répressive. Ce bouleversement va néanmoins agir comme révélateur. Et pousser la jeune femme à s'émanciper et à s'affranchir d'une morale et de règles l'enfermant dans une vie servile et de devoirs. Une existence où elle ne peut décider ni de son corps, ni de son travail, ni de son argent avant d'entrer en résistance, sur le chemin de la liberté. Le récit se déroule en 1943, dans le Jura suisse. Il aborde aussi en toile de fond le spectre de la Seconde Guerre mondiale et la réaction de la Suisse face aux réfugiés qui tentent de trouver asile sur son territoire. *A bras-le-corps* reflète avec finesse et profondeur la réalité d'une époque. Il illustre le combat d'une femme déterminée à réaliser ses rêves en dépit des pressions subies. Son auteure, Marie-Elsa Sgualdo, née à La Chaux-de-Fonds, revient sur les raisons qui l'ont conduite à réaliser ce long métrage, le premier de son parcours.

## QUESTIONS RÉPONSES

**Pourquoi vous êtes-vous intéressée à la condition des femmes durant les années 1940?**

Il y a d'abord un intérêt inconscient touchant aux choix que doivent toujours opérer les femmes aujourd'hui.



Marie-Elsa Sgualdo.

Une thématique déjà explorée par le passé qui interroge sur le prix de leur indépendance. *A bras-le-corps* est aussi une lettre d'amour aux femmes de ma famille – et à d'innombrables autres – qui ont mené des combats invisibles pour l'autonomie. Le film évoque ainsi le carcan forgé par une société patriarcale et son évolution, les luttes conduites par plusieurs générations et qui restent gravées dans les cœurs.

**La situation s'est bien améliorée...**

Oui, au terme de longues et douloureuses batailles. Mais le contexte demeure fragile. Il nous faut rester attentifs pour plus de respect, d'équité. Il est nécessaire de consolider les acquis. Dans nombre de pays, les femmes sont toujours considérées comme des êtres inférieurs. Plusieurs Etats des USA condamnent l'avortement. Si, dans nos frontières, les droits sont respectés, l'égalité dans les faits n'est toujours pas réalisée. Le film dénonce les discriminations et aborde aussi la question des classes sociales, plaidant en faveur de plus d'horizontalité.

**Votre réalisation montre aussi une Suisse refoulant les réfugiés à ses frontières. Avec l'idée d'interroger cette face sombre de son histoire?**

L'idée est d'inscrire le film dans une portée universelle. Mon souhait tend à faire écho à la Suisse et à l'Europe d'aujourd'hui, à notre manière de gérer la migration, aux politiques mises en œuvre. Tous les personnages d'*A bras-le-corps* font partie d'un système et agissent selon leurs propres limites. Je pense que les spectateurs et les spectatrices sont tout à fait capables, comme mon héroïne, de se poser des questions, de s'interroger. C'est toujours intéressant de prendre de la distance et de changer de perspective pour réfléchir au présent.

**On ressent aussi dans votre long métrage le poids de la religion...**

J'ai grandi dans une région pro-



BOX PRODUCTION/PIERRE DAENDLIKER

Le film *A bras-le-corps* reflète avec finesse et profondeur la réalité d'une époque. Il illustre le combat d'une femme déterminée à réaliser ses rêves en dépit des pressions subies.

testante. Cette situation a nourri ma réflexion. Il faut prendre conscience d'où l'on vient pour mieux comprendre le présent.

**L'accent est aussi mis sur la culture des non-dits. Vos personnages sont tous des taiseux.**

Cet état de fait est représentatif de notre manière d'être. On ne peut pas dire que les Suisses soient de grands communicants. C'est par le verbe que les choses arrivent. Emma, elle, n'a pas de mots. Comme elle ne peut pas nommer les choses, elle les subit d'autant plus. L'actrice qui l'interprète, Lila Gueneau, a travaillé sur les non-dits à travers ses postures, ses

expressions, ses émotions. Et a réussi à narrer ce qui se passe au-delà de la parole. Cette actrice attire la lumière et rayonne sur l'écran qu'elle habite totalement grâce à l'authenticité de sa présence, à laquelle on s'attache d'emblée. Magique.

**Percevez-vous votre protagoniste comme un modèle de courage?**

J'ai en tout cas voulu défendre ce personnage jusqu'au bout, cette femme qui extrait dans sa force intérieure le courage de résister, de prendre sa vie en main, de ne pas se conformer, ressource ultime de l'individu face aux dérives d'une société. J'ai voulu défendre son droit au respect. Ses choix.

La posture de la protagoniste reflète cette volonté avec l'idée qu'elle soit un miroir pour tout un chacun. *A bras-le-corps* porte sur la construction de soi dans un contexte donné et sur ce qu'on est prêt à sacrifier pour devenir la personne désirée.

**Avez-vous déjà en tête une autre réalisation?**

J'ai des pistes, mais c'est encore trop tôt pour en parler. La seule chose que je peux affirmer c'est que l'héroïne sera de nouveau une femme... ■

Dates des avant-premières:  
outside-thebox.ch/a-bras-le-corps

## Sous les projecteurs, béton et climat

**THÉÂTRE** La pièce «Laisse béton (Merci Renaud)» s'inspire de l'histoire d'un militant climatique qui s'érige contre une multinationale. A voir au Théâtre du Loup à Genève, dès le 10 février.

Aline Andrey

Une épopée dans l'air du temps, entre criminalisation du mouvement climatique et toute-puissance des multinationales. A travers sa nouvelle pièce coécrite *Laisse béton (merci Renaud)*, le metteur en scène Jérôme Richer s'inspire de la mise en détention provisoire à la prison de Champ-Dollon – pendant trois mois – de Jérôme\*, cet étudiant en sociologie soupçonné d'avoir saboté deux engins du cimentier Holcim à Genève. Pour mémoire, le mandat d'arrêt date de juin 2022 et l'arrestation de mars 2023. De nombreuses manifestations de soutien ont eu lieu dans la ville du bout du lac pendant les trois mois de sa détention. Si le Tribunal fédéral a considéré cet emprisonnement comme arbitraire, le dossier n'est pas clos puisque aucun procès n'a encore eu lieu. «Je traite de sujets qui m'agitent et

que j'ai envie de voir au théâtre», résume Jérôme Richer, qui s'est penché sur l'exploitation minière et le béton il y a plusieurs années déjà. Si l'idée émane de lui, *Laisse béton* a été co-rédigé avec deux autres artistes, Julie Gilbert et Antoine Rubi. En ressort une écriture hybride qui dépasse la somme des parties. Ensemble, au-delà de l'affaire Jérôme\*, ils abordent pêle-mêle la révolte de la jeunesse, la colline du Mormont, la Syrie, les cathédrales en béton, la dégradation du vivant... Sans oublier le bonheur et la joie. Cette première écriture collective est aussi la première production de la nouvelle codirection du Théâtre du Loup (sis, ça ne s'invente pas, au chemin de la Gravière), constituée donc de Jérôme Richer, Julie Gilbert et Jean-Louis Johannides. Une pièce «positionnée» et «documentée», mais «non pas militante», selon les mots du premier, qui entend éviter tout manichéisme:

«Nous ne voulons rien prémâcher, ni asséner de vérités, mais ouvrir des questions afin de ne pas nous adresser qu'aux convaincus.» Le metteur en scène s'insurge cependant contre la criminalisation des mouvements pour le climat de ces dernières années. «Avant le Covid, la Grève du climat était bien vue. Après, on a assisté à un basculement. Le terme écoterrorisme est apparu en France. En Suisse, les peines pécuniaires et les sur-sis, même pour les Aînés pour le climat, ont eu un effet de dissuasion. Avec la droitisation du monde, les inégalités et la répression des manifestants s'accroissent partout...» Sur scène, six acteurs et actrices (Philippe Annoni, Léon Boesch, Lou Golaz, Jean-Louis Johannides, Lola Riccaboni, Mariama Sylla) et un musicien (Vincent Bertholet de l'Orchestre tout puissant Marcel Duchamp et du duo Hyperculpte) incarnent, entre

autres personnages, des activistes du climat, une mère révoltée, deux mail-lons de la multinationale du béton, des policiers... Loin du combat de David contre Goliath, ils interrogent: une lutte locale peut-elle se faire l'écho de combats mondiaux? Pourquoi une telle répression face à ceux qui défendent

l'environnement et une telle impunité des multinationales? Pourquoi ce «deux poids deux mesures»? Une machine endommagée est-elle plus importante qu'une terre polluée? ■

\* Prénom d'emprunt utilisé par les médias et les milliers de personnes qui ont soutenu le jeune militant.

Théâtre du Loup, chemin de la Gravière 10, Genève / theatreduloup.ch  
«Laisse béton (merci Renaud)». Du 10 au 22 février (mardi, mercredi, jeudi et samedi à 19h, vendredi à 20h, dimanche à 17h).  
A l'issue de deux représentations, deux tables rondes sont proposées:  
· Le 12 février, autour des responsabilités sociales et environnementales des multinationales avec Geraldine Viret, porte-parole de Public Eye; Mathilde Marendaz, députée vaudoise d'Ensemble à gauche; et Danièle Gosteli, responsable Economie et Droits humains chez Amnesty International Suisse.  
· Le 18 février, autour de la détention provisoire à Genève et de ses excès avec Julie de Dardel, enseignante-chercheuse à l'UNIGE, spécialiste des questions de décroissance carcérale; Louise Koch, avocate-stagiaire, membre du comité de la Ligue suisse des droits humains, section Genève.  
Le 14 février à 17h, le documentaire de Frédéric Choffat «Tout commence» sera projeté.



# DEVENIR DES ALLIÉS DES FEMMES

**ÉGALITÉ** Avec sa nouvelle académie Consentir, Virginia Markus propose une rééducation relationnelle et sexuelle des hommes auteurs de violences, ou pas. Rencontre.

Manon Todesco

On la connaissait plutôt pour son combat en faveur de la cause animale, mais Virginia Markus a plusieurs cordes à son arc. Elle vient de fonder l’académie Consentir, une structure unique en son genre, spécialisée dans la rééducation relationnelle et sexuelle des hommes ayant commis des agressions à caractère sexiste et sexuel. Elle accompagne ces hommes qui ont violé, abusé ou agressé, dans le but de les aider à comprendre les raisons de leur comportement et à en changer concrètement. Une thématique qui a toujours animé la travailleuse sociale, dans sa vie personnelle et professionnelle. Avec son association Co&xister où elle accueille pourtant des animaux, elle a constaté un besoin éducatif réel, qui concerne à la fois les femmes et les hommes. «A chaque visite de mon sanctuaire, je parle du consentement des animaux, et j’ai vu qu’on avait tous, petits et grands, beaucoup à apprendre de cette notion dans la pratique, puisque le consentement ne s’appréhende pas que dans les relations à caractère sexuel. Il s’agit d’une posture de chaque instant, raconte Virginia Markus. Dans la théorie, on est presque tous d’accord avec le principe du consentement, mais l’appliquer est une autre affaire. Ces dernières années, ponctuellement, j’ai accompagné des femmes ayant vécu des abus et des hommes en ayant commis. J’ai vécu ça comme un feu intérieur l’an dernier, il fallait que je professionnalise mon approche.»

#### OUTILLER POUR CHANGER

Avec son parcours de travailleuse sociale, Virginia Markus avait à cœur de proposer un lieu non médicalisé, mais plutôt éducatif et très pratique. «Un cadre thérapeutique et judiciaire est évidemment nécessaire dans certains cas, mais il ne s’agit pas de ça ici.» Consentir est une démarche socio-éducative qui s’adresse aux hommes majeurs, capables de discernement et qui ont une intention sincère de faire évoluer leur posture relationnelle. Ils viennent car ils en ressentent le besoin, pas parce qu’ils y sont contraints par une décision de justice. Ces hommes

ont pu agresser ou harceler des femmes ou des minorités de genre. «Je reçois aussi des hommes qui n’ont rien fait de tout ça mais qui ne savent plus comment s’y prendre, comment aborder les relations différemment, comment appliquer la notion de consentement et qui cherchent des clés concrètes. Ils ont déjà cheminé sur l’envie de changer mais n’ont ni les codes ni les ressources pour agir différemment.» Les premiers rendez-vous se font en visio, puis, c’est un peu à la carte. «Je n’ai pas de bureau. C’est très informel, le format n’est pas figé. Je me déplace beaucoup, jusqu’à Paris. L’accompagnement est individuel mais à terme, il y aura des stages et des ateliers pratiques en groupes.» Des médiations entre victimes et agresseurs sont aussi au programme, sur le principe de la justice restaurative.

#### RÉPARER LES HOMMES

Comme avec les éleveurs qu’elle accompagne vers une reconversion, la militante antispéciste dit se sentir à l’aise avec ce type de public. «J’arrive à parler le même langage qu’eux, et mon but est de briser la glace très vite.» Les premiers retours sont encourageants. «Ils m’ont dit que jamais aucune femme avant ne les avait confrontés ainsi, et que c’était nécessaire. On met le doigt là où il y a un problème à régler et on y va!»

Une partie du processus consiste à faire l’effort de comprendre la réalité de l’agresseur, ce qui l’a poussé à en arriver là. «Je sais que ça peut en choquer certains, mais il me paraît essentiel de dépasser le clivage et de laisser son jugement de côté. En tant que femmes et féministes, nous avons des revendications fortes à mettre sur la table, mais dans toute évolution structurelle, un travail d’accompagnement au changement doit pouvoir inclure ceux que l’on accuse de nuire. En l’occurrence, on parle ici de la moitié de la population. Dans un cas de violence sexiste et/ou sexuelle, on ne peut pas non plus avancer en protégeant uniquement les femmes, sans prendre en charge la rééducation relationnelle des hommes. Il existe de multiples associations pour soutenir les femmes victimes, et heureusement, car c’est



Déjà connue pour son combat antispéciste, Virginia Markus a décidé d’aider les auteurs de violences sexistes et sexuelles à changer de comportement.

plus que fondamental, mais les structures pour accompagner les agresseurs, conscients ou pas, sont bien moins nombreuses. L’écrasante majorité des hommes ne sera ni condamnée ni contrainte à des soins, les chiffres parlent d’eux-mêmes. Alors, mon académie œuvrera avec eux, sur une base volontaire.»

#### VIVRE ENSEMBLE

Consentir n’est pas une association: l’accompagnement est payant, et cela a son importance. «C’est aussi une manière pour les hommes de se responsabiliser. Les femmes paient des années

de thérapie pour surmonter le trauma d’une agression. Il est temps que les hommes prennent leur part.» Virginia Markus, en tant que femme, estime avoir une responsabilité à jouer dans cette équation. Même si elle n’attend aucun résultat. «Evidemment, on n’arrivera jamais à un résultat parfait, comme dans toute lutte sociale. Il y a des profils qu’on ne parviendra jamais à changer et des polarités qu’on ne pourra pas réunir. Comme j’aime dire, il y a les féministes d’un côté, et Depardieu de l’autre, mais au milieu, il y a une masse d’hommes qui ne se retrouve dans aucun de ces

deux modèles et qui veut mieux faire.» L’objectif visé par notre militante, avec Co&xister comme avec Consentir, est toujours le même: tendre vers le vivre ensemble, sans naïveté, mais avec détermination. ■

Plus d’infos sur: [academie-consentir.com](https://academie-consentir.com)  
Et sur: [instagram.com/academie\\_consentir](https://instagram.com/academie_consentir)



Notre vidéo:  
[evenement.ch/videos](https://evenement.ch/videos)

## Quand le médecin harcèle sa collègue féminine

**ABUS** Près d’un tiers des médecins en Suisse ont été victimes de harcèlement sexuel sur leur lieu de travail, révèle une étude du CHUV. Les chiffres sont alarmants et, la plupart du temps, il ne se passe rien après les faits.

Clemens Studer, «Work»

Une étude menée par l’Université de Lausanne et le CHUV révèle des chiffres effrayants: 31,3 % des médecins participants ont déclaré avoir été victimes de harcèlement sexuel sur leur lieu de travail. Les femmes sont trois fois plus touchées que leurs collègues masculins. Près de la moitié des personnes concernées ont subi de telles agressions à plusieurs reprises: un tiers des répondants font état de plusieurs agressions par an, certains de plusieurs par semaine, d’autres sont même harcelés quotidiennement. Ces incidents touchent toutes les spécialités médicales. Les plus fréquemment touchées sont la chirurgie générale (37%), la pédiatrie (36%) et la

médecine interne (33%). Les auteurs? Dans 47% des cas, il s’agit de collègues médecins. Ils sont suivis de près par les patients (42%) et les supérieurs hiérarchiques (41%).

#### LE GRAND SILENCE

Quand on regarde vers le haut de la hiérarchie et qu’on y voit son harceleur, on réfléchit à deux fois avant de parler. C’est exactement ce que montrent les données: 71% des personnes concernées ne signalent pas les incidents. Chez les hommes, ce taux atteint même 79%. La raison la plus fréquente de ce silence est décevante: près des deux tiers ne croient tout simplement pas qu’un signalement servira à quelque chose. Cette méfiance n’est pas sans raison. Car même ceux qui osent franchir le pas et signalent les faits sont souvent déçus. Dans plus d’un tiers des cas, aucune mesure n’est prise. Autres raisons du silence: 30% craignent d’être perçus comme faibles ou comme des victimes; 26,5% ne se sentent pas suffisamment soutenus par leurs collègues ou leurs supérieurs.

Et, ce qui est effrayant, c’est souvent la simple ignorance: 27,3% des personnes concernées ne savaient pas à qui s’adresser. Une autre raison du silence est la peur des représailles, car beaucoup d’agresseurs occupent des postes à responsabilité. Le harcèlement sexuel laisse des traces: 60% des personnes concernées font état de stress, 35% d’épuisement émotionnel, 30% d’une perte de motivation. Pour certaines, les conséquences sont encore plus dramatiques: 5% n’ont temporairement plus pu se rendre au travail; 7,5% ont dû quitter leur emploi ou en changer. Les auteurs restent. Les victimes partent.

L’article 328 du Code des obligations est clair: les employeurs doivent veiller à ce que leurs employés ne soient pas victimes de harcèlement sexuel. La réalité dans le secteur suisse de la santé est tout autre: presque toutes les infirmières et près d’un tiers des femmes médecins sont victimes d’agressions et les signalements restent sans suite. ■

## «Des méthodes de voyous»

**RESTAURATION** Unia fustige le Group Events à la suite du licenciement abrupt du personnel du restaurant 1809 à Hérémence, en Valais.

Sonya Mermoud

«La direction du restaurant 1809 à Hérémence a utilisé des méthodes de voyous pour liquider son personnel.» Secrétaire régional d’Unia Valais, Blaise Carron ne mâche pas ses mots pour qualifier le licenciement des sept employés œuvrant dans le restaurant 1809 à Hérémence, en Valais. Libérés de l’obligation de travailler au 2 février, ces derniers ont été avertis, précise le syndicaliste, qu’ils ne recevront désormais plus un franc, ni le salaire pendant le délai de congé, ni le paiement des heures supplémentaires. «Group Events, qui chapeaute l’établissement, justifie cette rupture brutale des activités par des difficultés économiques.» Blaise Carron s’inquiète pour les travailleurs et travailleuses qui, privés de leur job, devront effectuer des

démarches longues et fastidieuses auprès de la caisse de chômage, n’étant pas payés durant le délai de congé. Et qui toucheront de facto des sommes moindres. Dans ce contexte, Unia est entré en contact avec Swisspeak, qui loue les murs au 1809, pour voir dans quelle mesure des postes de travail pourraient être sauvegardés. Le syndicat s’interroge encore sur la façon de faire de l’employeur, se référant à un article de *24 Heures* du 4 février. «A sa lecture, il semblerait que le Group Events a utilisé les mêmes méthodes pour liquider le personnel et l’activité dans plusieurs sociétés qu’il gère en Suisse romande comme le 1209 à Blonay, la Badouxthèque à Yvoire ou encore la Fine Fourchette qui assurait le service traiteur sur les bateaux de la CGN.» ■



## PAUSE CAFÉ MILITANTE

Avec Isabelle Houenou, présidente d'Unia Neuchâtel

## LE COMBAT SYNDICAL, DANS LA JOIE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, elle préside Unia Neuchâtel. Sa motivation est à la hauteur de son optimisme sans faille.

Aline Andrey

Après une longue journée de travail de contrôle qualité dans une entreprise horlogère à La Chaux-de-Fonds, Isabelle Houenou vient de rentrer dans son petit appartement à Colombier. Avec le sens de l'accueil et une bonhomie contagieuse, la quinquagénaire plonge dans ses souvenirs. «Déjà petite, à 7 ou 8 ans, je me rebellais contre les injustices au sein de ma famille. Mon frère ne devait pas faire la vaisselle, alors que moi oui! Mais j'avais dit à ma mère de me donner 50 centimes pour la faire.» Ses premières négociations salariales en somme. Féministe de toujours, révoltée face aux inégalités, elle vit pleinement sa crise d'adolescence, une crête sur la tête. «J'étais dans le mouvement punk. Pour être autonome afin de quitter la maison, je voulais faire un apprentissage dans la vente, car c'était le plus court», se remémore celle qui a grandi à La Chaux-de-Fonds. Sauf que ses parents insistent pour un apprentissage de commerce. «Je me suis déguisée en "standard" pour l'entretien d'embauche. Mais ensuite, j'y suis allée avec mon long manteau noir et mon look "à la Cure" (du nom du groupe, *ndlr*). J'ai commencé le 8 août 1988. J'ai fait 8 mois, se souvient l'adepte des chiffres et des signes du destin. Je ne supportais pas d'être assise à un bureau. J'aimais surtout dépanner la photocopieuse. Enfant, je démontais et remontais une petite radio.» S'engage alors un parcours professionnel atypique, à commencer par un apprentissage de mécanicienne sur machines à écrire, métier qui deviendra rapidement obsolète.

## ENGAGÉE POLITIQUEMENT

Elle se marie, devient mère, vit au Locle, puis dans le Val-de-Ruz. «Après un moment d'arrêt pour m'occuper de mes deux enfants, je me

suis engagée politiquement dans le Parti socialiste pendant vingt ans comme membre, militante, puis secrétaire, présidente de section et conseillère générale à Savagnier. J'ai été, après la fusion des communes, secrétaire au Parti socialiste neuchâtelois.» Parallèlement, en 2006, elle travaille pour une grande entreprise à Fontainemelon dans le réglage de machines CNC (commande numérique par ordinateur) pendant cinq ans, avant de faire huit ans de réglage de tour numérique dans une société horlogère, puis opératrice-régleuse prototypiste durant une année.

C'est peu dire qu'Isabelle Houenou a de l'expérience et une vision large du métier et du monde ouvrier. Elle confie avoir subi des discriminations dans certaines boîtes. «Des collègues hommes ne se gênaient pas de nous dire que les femmes ne savaient pas travailler. Sans compter que nous étions, et sommes, toujours moins payées. J'ai aussi connu le timbrage pour aller aux toilettes! Et, alors que je voulais progresser dans la programmation, on m'a proposé un poste de secrétaire d'atelier, une voie complètement différente et qui stoppait ma progression.»

## PHYSIQUEMENT DIFFICILE

Ces dernières années n'ont pas été faciles. Elle divorce, change d'emploi, devient opératrice avec un travail en deux équipes, souffre d'une inflammation des nerfs d'Arnold et d'une tendinite. «Heureusement, j'ai pu sortir de la production et trouver un poste dans le contrôle qualité dans un grand groupe horloger.» N'empêche, dans son poste actuel de contrôle des pièces, la position assise et statique reste pénible. «De l'arrière des oreilles jusqu'au bout des doigts, en passant par les cervicales, les épaules et les bras, ça coince, explique-t-elle, sans se départir de son sourire. On nous avait parlé d'établissements où l'on pouvait travailler debout, mais les investissements ont été gelés, malheureusement. C'est la crise!»



Militante syndicale et employée de longue date dans l'industrie horlogère, Isabelle Houenou est la première femme à présider Unia Neuchâtel.

Hormis ses quelques années au foyer, Isabelle Houenou a toujours été syndiquée. Son engagement actif au sein d'Unia naît de l'organisation de la Grève féministe du 14 juin 2023. Une révélation qui la motive à intégrer le comité industrie de la région, puis à rejoindre le groupe d'intérêts femmes et le comité central comme représentante de l'industrie depuis la fin de l'année passée.

Quand Christian Weber a annoncé qu'il allait quitter la fonction de président, elle se voyait devenir vice-présidente. «Finalement, voilà que je me retrouve présidente! Heureusement, Christian est encore là», indique-t-elle. Sa longue expérience politique, mais aussi de monitrice de gymnastique, sans compter son sens de l'engagement et de l'humour, sont autant d'atouts pour la première femme présidente

d'Unia Neuchâtel. Ses combats principaux seront ceux de l'égalité salariale et de l'amélioration des conditions de travail pour toutes les travailleuses et les travailleurs. L'éternel optimiste explique: «Si l'on voit le verre à moitié vide, on n'avance pas. En me levant le matin, j'ai toujours envie d'améliorer les choses. Je rêve qu'on puisse travailler quatre jours par semaine en étant payé décemment. C'est en se battant ensemble avec le sourire et dans la joie qu'on y arrivera.» ■



Notre vidéo:  
evenement.ch/videos

## COURRIER

## ROJAVA: QUAND LE SILENCE INTERNATIONAL DEVIENT DE LA COMPLICITÉ

Depuis plusieurs semaines, la situation au Rojava atteint un niveau de gravité extrême. Des centaines de milliers de civils kurdes ont été déplacés, blessés ou tués. Les attaques ciblent directement les populations civiles ainsi que des infrastructures déjà fragilisées par des années de guerre.

Ce qui se déroule aujourd'hui dans le nord et l'est de la Syrie ne peut plus être réduit à un simple affrontement armé. De nombreux éléments indiquent un processus de nettoyage ethnique, avec un risque réel de génocide à l'encontre du peuple kurde. Les groupes jihadistes responsables de nombreuses exactions ne sont pas des acteurs isolés. Leur action s'inscrit dans un contexte régional marqué par le soutien matériel, financier et logistique de la Turquie, dont la stratégie vise à empêcher toute reconnaissance ou existence politique kurde. L'objectif est clair: vider la région de sa population kurde et détruire toute forme d'identité collective. Il s'agit

d'un projet politique assumé, mené dans un climat de silence international préoccupant. Face à cette menace, le peuple kurde a répondu par l'unité. Les Kurdes des quatre parties du Kurdistan, au-delà de leurs divergences politiques, considèrent aujourd'hui le Rojava comme une ligne rouge. Cette mobilisation collective traduit une conscience politique forte et une volonté de défendre un projet qui dépasse les frontières ethniques. Car le Rojava représente bien plus qu'un territoire. Il incarne une expérience politique fondée sur le vivre-ensemble, la coexistence des peuples, l'égalité des genres et la démocratie locale. C'est précisément ce modèle qui est aujourd'hui attaqué.

Les pays occidentaux ne peuvent continuer à considérer cette situation comme périphérique. La stabilité du Rojava, de la Syrie et du Moyen-Orient est directement liée à celle de l'Europe. Fermer les yeux aujourd'hui, c'est accepter que les principes de droits humains et de justice

internationale soient sacrifiés au nom d'intérêts économiques et géopolitiques. Le peuple kurde demande une chose essentielle: une solution politique durable, un cessez-le-feu garanti et une reconnaissance de son droit à exister librement sur sa terre. Il ne peut être acceptable de solliciter les Kurdes pour combattre le terrorisme, puis de les abandonner une fois les équilibres stratégiques rétablis. Alors que l'hiver aggrave encore la situation humanitaire – manque d'eau, d'électricité, de nourriture –, la solidarité internationale devient vitale. En Suisse, le Croissant-Rouge kurde a lancé une campagne d'aide financière d'urgence. Briser le silence médiatique, soutenir les initiatives humanitaires et exiger des positions politiques claires sont aujourd'hui des responsabilités collectives. Soutenir le peuple kurde n'est pas un acte militant marginal: c'est une exigence morale face à l'histoire qui s'écrit sous nos yeux. ■

Sevgi Koyuncu

## POING LEVÉ

## PRENONS SOIN DES SOIGNANTS!

Par Manon Todesco

On l'a souvent écrit dans nos colonnes et le syndicat ne cesse de le répéter: les soignants sont toujours plus en détresse, et une nouvelle étude vient le confirmer. Elle a été menée par la Haute école de travail social (HETS) de Fribourg et elle révèle que le risque suicidaire est beaucoup plus élevé pour cette catégorie de salariés. Entre 2022 et 2026, plus de 3000 travailleurs de la santé et du social ont participé à l'enquête, du Tessin au canton de Vaud, en passant par Fribourg, Neuchâtel, Zurich, le Valais et Berne. C'est la première fois qu'une telle recherche est menée en Suisse: ses conclusions n'ont d'ailleurs pas encore été totalement publiées. La pression est telle que, parmi les médecins, les travailleurs sociaux ou les psychologues sondés, 1,4% d'entre eux déclarent avoir tenté de se suicider l'année précédente. C'est peu 1,4%, penserez-vous peut-être, mais c'est quand même quatre fois plus que pour le reste de la population en général.

Ces chiffres sont d'autant plus choquants qu'on parle de métiers à vocation, mais surtout de métiers destinés à prendre soin des autres. Comment soigner autrui quand le soignant lui-même est en souffrance? Le métier perd de son sens, de son essence et de sa qualité. C'est ce qu'on appelle le paradoxe du soignant, expliqué à la RTS par Dolores Angela Castelli Dransart, professeure à la HETS de Fribourg, qui a dirigé l'étude. «Ils sont constamment confrontés à la souffrance, parfois à la violence, ce qui peut les affecter. Le soignant est à la fois celui qui doit s'occuper des autres et qui peut lui aussi se retrouver en difficulté.» Et sans surprise, c'est un sujet tabou dans la profession. Comment y remédier? En prenant soin des soignants! Et comment? En leur offrant de meilleures conditions de travail, de la reconnaissance, du soutien dans les milieux professionnel et personnel, mais aussi de meilleurs salaires. En somme, il faudrait mettre en application la tant attendue initiative sur les soins infirmiers. Face à la désertion de la branche et au vieillissement de la population, cajoler ces professionnels relève de l'urgence. Car tôt ou tard, nous serons tous confrontés aux défis liés à la santé.

La crise de santé mentale chez les soignants dépasse nos frontières. Fin 2025, un rapport très préoccupant de l'Organisation mondiale de la santé révélait que près d'un tiers des médecins et des infirmiers européens souffraient de dépression. En Pologne et en Lettonie, on parle de la moitié de la profession. Violences envers le personnel, horaires à rallonge et décousus, pression accrue, charge de travail qui explose: les soignants sont au bout du rouleau. Une crise profonde mais silencieuse qui menace clairement la pérennité des services de santé si rien ne bouge. Un débat de fond devra être mené dans nos sociétés et des mesures courageuses devront être prises, sans quoi, il pourrait manquer un million de soignants en Europe d'ici à 2030... ■

## PRIX

Le 4 février, Serge Heimo (à droite), presque 63 ans, représentant de l'industrie au comité régional d'Unia Fribourg, ancien employé de Cardinal et de Crema, a reçu, des mains du secrétaire syndical François Clément, le prix «Membre qui recrute des membres», pour avoir été l'un des meilleurs recruteurs. ■ AA



OLIVIER VOGELSANG



# UNIS DANS LE DEUIL ET LA QUÊTE DE JUSTICE

## L'INSTANTANÉ

Photo Olivier Vogelsang

**A** Lutry, une marche pour rendre hommage et réclamer justice et vérité. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, les messages de soutien accrochés aux grilles du stade de football ne se comptent plus. La commune vaudoise a perdu dix de ses jeunes dans le drame de Crans-Montana. ■



## VERDICT IMPORTANT POUR LE DROIT À L'INFORMATION

Sonya Mermoud

**V**ictoire pour la liberté d'informer: le Tribunal cantonal de Berne a acquitté Public Eye et Trial qui étaient accusés par Kolmar Group AG de «diffamation, voire de calomnie». Ce jugement confirme ainsi le premier prononcé par le Tribunal régional de Berne-Mittelland. Il va même plus loin, demandant au négociant de payer les frais de procédure et d'avocats des personnes disculpées travaillant pour les ONG en question. Pour mémoire, les deux partenaires avaient enquêté sur la participation de

la société suisse de négoce de pétrole au commerce de gasoil libyen entre 2014 et 2015 dans le contexte de guerre civile déchirant alors le pays. Fruit de plus d'un an d'investigations entre la Suisse, Malte et la Sicile, le rapport avait été publié en mars 2020. Les auteurs, rappelle Public Eye dans un communiqué de presse, avaient pu retracer l'itinéraire de trois tankers pétroliers, en provenance des côtes libyennes, qui avaient déversé, à vingt-deux reprises, leur cargaison dans les citernes que Kolmar louait à cette époque à Malte. «Selon les documents obtenus, ces produits pétroliers provenaient d'un réseau transnational de

contrebande de gasoil issu du pillage de raffineries de pétrole étatiques en Libye. Le carburant – subventionné et destiné à la population – était détourné par ce réseau avec la complicité d'un groupe armé, transbordé depuis des bateaux de pêche libyens vers des navires affrétés par deux hommes d'affaires maltais dans les eaux internationales, puis acheminé jusqu'à Malte», résume l'ONG. Notons encore qu'une enquête pénale contre inconnus pour «soupçons de crimes de guerre en se livrant au pillage» ouverte à la suite d'une dénonciation de Trial est toujours en cours. L'affaire opposant Public Eye et Trial

à Kolmar Group SA se poursuit aussi devant le Tribunal cantonal zougais: la société a en effet, en septembre 2023, intenté une action civile à leur égard pour atteinte à la personnalité. Elle leur demande 1,8 million de dollars de dommages et intérêts. Jamais un tel montant n'a été exigé d'une ONG en Suisse pour un motif pareil, souligne encore Public Eye. Un procès devrait se tenir cette année, sauf si, espèrent les ONG, leur acquittement en deuxième instance marque la fin de ce dossier. ■

1 + 1 = 11

David Prêtre/Albedo



Grain de sable dans la chaussure,  
le pied grec  
réclamait sa tong.



# LA VIRTUOSITÉ D'UNE ARTISANE À L'ŒIL AIGUISÉ

Dépositaire d'un savoir-faire ancestral, Marina Buckel façonne en verre soufflé des prothèses oculaires au raffinement stupéfiant. Repo age.

Rocco Zacheo

Photos Olivier Vogelsang

C'est un immeuble modeste et sans grand attrait, placé au bord d'un axe routier à la circulation dense, depuis lequel on aperçoit au loin la ville de Genève. En franchissant son seuil, on croise des enseignes de cabinets médicaux et paramédicaux de toute sorte. Dans ce décor somme toute ordinaire, rien ne dit aux visiteurs que s'y niche également un espace où prend forme tous les jours un savoir-faire ancestral, relevant à la fois de l'art, de l'artisanat et de l'action thérapeutique. C'est ici, sur la commune de Perly, que Marina Buckel perpétue des gestes transmis depuis quatre générations au sein de la famille.

Oculariste de son métier, la jeune quadragénaire façonne des prothèses oculaires en verre soufflé qui séduisent notamment par la qualité époustouflante de leur vraisemblance. Un simple regard porté sur les échantillons conservés dans des boîtes spécialement conçues vous confronte immédiatement à la perfection du rendu. De la pupille à l'iris, de la sclérotique – partie blanche du globe oculaire – aux vaisseaux sanguins, tous ces yeux vous regardent et vous désarçonnent, comme si, derrière chacun d'entre eux, se cachait une véritable âme. Reproduire à l'identique un œil sain pour remplacer son frère malade ou disparu, c'est le tour de magie qui se répète dans cet atelier pas comme les autres, sur une table de travail en bois aux dimensions ramassées. Marina Buckel y évolue en solitaire depuis le départ à la retraite de son père, il y a quatre ans.

Formée à ses côtés durant sept ans, elle enchaîne désormais les gestes avec l'assurance des vétérans. A travers elle – et aussi à travers sa sœur Milena, qui exerce le même métier en Valais – la chaîne des ocularistes a acquis deux maillons solides. «En Suisse, on ne compte que deux familles actives dans les prothèses en verre, note l'hôte. Et on pourrait dire que la nôtre a prolongé la tradition presque par défaut. Mon grand-père voulait faire des études d'architecture mais la Seconde Guerre mondiale l'a détourné de cette vocation. Mon père, lui, se dirigeait vers les arts du cirque mais il a été stoppé par une blessure. Quant à moi, je suis passée par un bachelier artistique en communication visuelle. Puis, en réfléchissant à la suite que je voulais donner à ma vie, je me suis dit que j'avais sous le nez un super métier, qui m'assurait une certaine indépendance et qui offrait une dimension artistique. Alors, je m'y suis mise et je n'ai jamais regretté ce choix.»

## DU CHAOS À LA BEAUTÉ

Avant de s'asseoir face à la flamme bleutée du bec Bunsen, l'oculariste détaille avec un enthousiasme contagieux les démarches qui précèdent et accompagnent la fabrication d'une prothèse. Tout ce qui sort de ses mains est bien évidemment du sur-mesure. La cavité oculaire, tout comme la couleur de l'iris, présentant des dimensions et des traits distinctifs propres à chaque individu, les innombrables échantillons à disposition permettent de fixer ces paramètres pour chaque patient. La suite? On pourrait croire qu'elle requiert des jours de travail affiné avant d'obtenir ce qu'il faut. En réalité, tout se joue en une heure et demie à peine, durant laquelle il faut avancer vite et bien, dans un effort de concentration très exigeant. «Je me sers tout d'abord d'un matériel spécifique produit par une seule et unique fabrique se trouvant en Allemagne. D'habitude, le verre fond à 1200 degrés, celui que j'emploie le fait à 800 degrés.» Passé sur la flamme, tourné sans cesse sur son axe par les mouvements des pouces et des index, ce tube étroit finit lentement par former en son milieu une sphère, sous l'impulsion du souffle de l'artisan, induit



Marina Buckel à l'œuvre dans son atelier de Perly (Genève), où elle perpétue une tradition familiale vieille de quatre générations.

à travers un fin tuyau en plastique. Le bulbe est donc là, comme une matrice. «La manière dont je chauffe cette partie va déterminer l'intensité de sa blancheur. Celle-ci est plus nette auprès des jeunes et plus transparente chez les personnes âgées. En aucun cas je ne dois arrêter de placer le verre sur la flamme et de souffler, je risquerais autrement de casser le verre.»

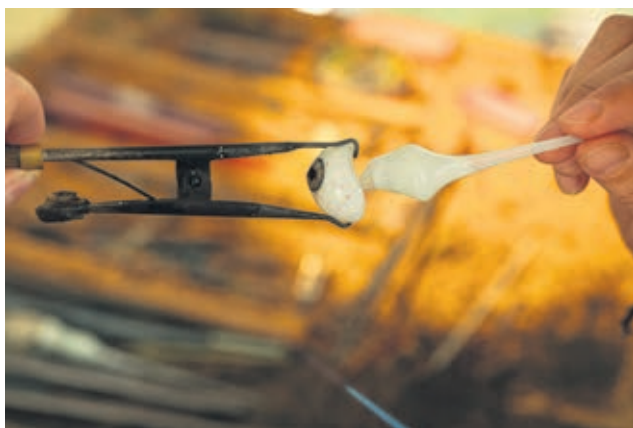
Une fois la forme obtenue, démarre la deuxième étape: il faut alors passer au coloriage. Celui-ci se fait à l'aide de fines barres pigmentées, que Marina Buckel passe à la flamme avant de déposer les couches. C'est une base correspondant à la couleur de l'iris (bleu, vert, marron...), tout d'abord, sur laquelle sont posés les détails, en torsadant d'autres barrettes. Une touche de rouge, placée avec des filaments longs et fragiles, donne vie aux vaisseaux sanguins. Il y a enfin la touche de noir au centre, égale pour tous, qui définit la pupille. Travaillée avec méticulosité, cette superposition d'éléments, qu'on croirait au premier abord chaotique, acquiert une cohérence et une grande beauté au fil des mouvements. La pose sur le tout d'une couche transparente – la cornée – finit par unifier et donner de la profondeur à l'objet. Un dernier geste s'impose alors: la sphère est coupée en deux et la partie avec la pupille est adaptée selon les données propres au patient.

## ALLÉGER UNE PEINE

La prothèse en verre est en concurrence avec celle en résine. La première affiche, certes, une fragilité que n'a pas la seconde, mais elle offre des atouts décisifs. «Elle est biocompatible et donc, très bien supportée par le corps. Elle présente aussi une meilleure mouillabilité. En d'autres termes, le liquide lacrymal se distribue de manière idéale sur l'orbite.» Quant à sa durée de vie, elle est d'environ deux ans contre les cinq de la prothèse en résine. Mais au final, le prix des deux s'égale presque: environ 750 francs pour le verre et 3500 pour la résine. «J'ajouterais que les prothèses sont remboursées par l'assurance maladie.»



Passé sur la flamme, le verre fond et une sphère se forme sous l'impulsion du souffle de l'artisanne, induit à travers un fin tuyau en plastique.



Une fois posé le noir de la pupille et la couche transparente du cristallin, on détache définitivement le demi-bulbe. La prothèse est là.



En fondant la barrette torsadée de verre coloré, l'oculariste apporte par petites touches la pigmentation de l'iris.



Des prothèses échantillons posées sur la table de travail, servant à fixer des repères pour la coloration de l'iris et les dimensions de la prothèse.

Quant à l'entretien des objets, il est d'une grande simplicité: un passage à l'eau chaude et quelques gouttes de sérum physiologique suffisent à l'affaire. «En réalité, cela dépend des patients, de la qualité de leur liquide lacrymal. Certains n'ont pas besoin de passer par cette opération, d'autres le font seuls, d'autres encore viennent ici parce qu'ils ne sont pas à l'aise avec cette manipulation.»

Qui sont précisément les clients de Marina Buckel? «Il y a des personnes

qui ont subi un accident ou qui ont connu une maladie comme le rétinoblastome, diagnostiqué heureusement de plus en plus tôt, surtout chez l'enfant. Il y a enfin ceux qui ont été opérés et pour qui cela s'est mal passé.» Entre ces catégories, pour qui la perte d'un œil est souvent traumatique, se faufilent encore les requêtes spéciales. Certaines sont particulièrement savoureuses: «J'ai eu une dame de 80 ans qui a décidé un jour qu'elle voulait des yeux vairs. Un autre patient, qui

allait participer à un jeu de rôle, m'a demandé de réaliser un œil tout noir et un autre tout blanc. Ce genre de cas sont rares, la plupart des patients n'a pas envie que la prothèse soit visible à l'extérieur.» En cela, Marina Buckel est, certes, une artisanne hors pair, mais elle se fonde également dans le rôle de thérapeute qui écoute le malheur de celles et ceux qui ont perdu un œil et qui, avec son art, allège cette peine. ■